

POLITIQUE DIRECTIVE RÈGLEMENT PROCÉDURE

TITRE : Règlement n° 4 : Délégation de fonctions et pouvoirs

Date d'approbation : 23 juin 2009 **Service dispensateur :** Direction générale
Date d'entrée en vigueur : 1^{er} juillet 2009
Date de révision : Au besoin **Remplace le règlement :** 1212-01-04-03

DANS LE PRÉSENT RÈGLEMENT, LÀ OÙ LA FORME MASCULINE EST UTILISÉE, C'EST SANS AUCUNE DISCRIMINATION ET UNIQUEMENT DANS LE BUT D'ALLÉGER LE TEXTE.

PRÉAMBULE

1.0 DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 174 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I 13.3).

Le conseil des commissaires peut, *par règlement*, déléguer certaines de ses fonctions et certains de ses pouvoirs au directeur général, à un directeur général adjoint, à un directeur d'école, à un directeur de centre ou à un autre membre du personnel cadre.

Les fonctions et pouvoirs ainsi délégués s'exercent sous la direction du directeur général.

D'autres articles sont en lien avec l'article 174 (voir annexe 1).

- 1.1 Le présent règlement regroupe l'ensemble des délégations de fonctions et pouvoirs que le Conseil des commissaires de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets accepte de déléguer à diverses instances.
- 1.2 Le conseil des commissaires conserve les fonctions et pouvoirs qu'il n'a pas expressément délégués aux termes des présentes.
- 1.3 Les pouvoirs délégués par le conseil des commissaires ne peuvent être sous-délégués, ce qui implique qu'il n'est pas possible pour un délégataire de confier à une autre personne le pouvoir de décision reçu.
- 1.4 L'expression « gestion courante » se définit comme étant la mise en œuvre par le directeur général, au moyen de procédés administratifs, des ressources et des programmes autorisés par le conseil des commissaires pour assurer le déroulement à court, moyen et long termes, des activités de la commission scolaire en vue d'atteindre les objectifs visés.

2.0 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 2.1 Aucun des actes posés en vertu de la présente délégation ne doit entraîner des dépenses au-delà de celles acceptées dans les budgets adoptés par le conseil des commissaires, à moins que celles-ci ne fassent entièrement l'objet de revenus spécifiques, de dépassement budgétaire et d'un budget ajusté adopté par une résolution du conseil des commissaires, d'une subvention autorisée par le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport .

- 2.2 Le conseil des commissaires conserve le droit de rescinder ou d'annuler toute décision qui excéderait les limites de la présente délégation.
- 2.3 La présente délégation est révisée au moment jugé opportun par le conseil des commissaires.
- 2.4 Le directeur général est tenu de faire rapport au conseil des commissaires des actes posés dans l'exercice des fonctions et pouvoirs ainsi délégués.
- Le directeur général rend compte de sa gestion au conseil des commissaires en lui soumettant annuellement un rapport écrit. Il peut également faire un rapport lors d'interventions faites en séance du conseil des commissaires, sous la rubrique : *Rapport du directeur général*.
 - Les autres délégués font rapport au directeur général.

3.0 SITUATIONS D'URGENCE OU PARTICULIÈRES

Situations d'urgence :

- 3.1 Le directeur général peut autoriser toute action qui revêt un caractère d'urgence. Une telle situation pourrait se produire lorsque le délai de référence à l'instance responsable risquerait d'entraîner soit un danger pour les élèves ou le personnel, soit une détérioration des biens de la commission scolaire, soit des pénalités ou des dépenses additionnelles ou significatives pour la commission scolaire, soit un arrêt des services normalement offerts par la commission scolaire.
- 3.2 Dans toutes ces actions d'urgence, le directeur général est également mandaté pour signer les documents pertinents à la sauvegarde des intérêts de la commission scolaire.
- 3.3 Le directeur général fait rapport à ce sujet au conseil des commissaires ou au comité exécutif, selon les cas, le tout dans les meilleurs délais.

Situations particulières :

- 3.4 Le conseil des commissaires autorise exceptionnellement le comité exécutif à prendre les décisions concernant des pouvoirs ou des fonctions que le conseil conserve, lors d'une ou des sessions non prévues au calendrier annuel des sessions régulières du conseil des commissaires.

4.0 AUTORISATION DE SIGNATURE DES DOCUMENTS OFFICIELS DE LA COMMISSION SCOLAIRE

4.1 Résolutions et règlements, politiques, règles de gestion, etc.

Les résolutions, les politiques, les règles de gestion et autres documents analogues faisant partie du cahier des écrits de gestion de la commission scolaire sont signés par le secrétaire général. Les règlements, par contre, sont signés par le président et le secrétaire général.

4.2 Avis public

À moins que la loi n'ait prévu expressément la signature de quelqu'un d'autre, les avis publics requis par la Loi sur l'instruction publique, sont signés par le directeur général ou, selon le cas, le secrétaire général.

4.3 Contrats, ententes et autres actes officiels

Les contrats, ententes et autres actes officiels de la commission scolaire qui requièrent l'accord d'au moins deux parties sont signés par les personnes qui en ont reçu officiellement le pouvoir dans la présente délégation, chacune dans sa sphère d'activité respective.

C'est ainsi que :

- Les contrats, ententes et autres actes officiels résultant d'une décision expresse du conseil des commissaires ou pour lesquels aucune délégation n'a été prévue sont signés par le président du conseil et par le directeur général;
- Les contrats, ententes et autres actes officiels résultant d'une décision expresse du comité exécutif à la suite de sa délégation de pouvoirs ou d'un mandat ponctuel confié par le conseil des commissaires sont signés par le président du conseil des commissaires et par le directeur général;
- Les contrats, ententes et autres actes officiels résultant d'une délégation confiée expressément à une direction d'unité administrative par le présent règlement sont signés par la personne qui assume la direction de l'unité concernée.

4.4 Chèques et autres documents bancaires

Les chèques émis par la commission scolaire sont signés par le président du conseil des commissaires et par le directeur général, en utilisant des signatures électroniques reproduisant leur signature.

Quant aux autres documents bancaires, ils seront signés, selon la nature des documents, par deux des quatre personnes suivantes : « *le président, le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur des services des ressources financières* ».

4.5 Autres documents

Tous les documents requis pour donner effet à une décision du conseil des commissaires et pour laquelle aucune délégation n'est prévue ailleurs dans le présent règlement, sont signés par le président du conseil des commissaires et le directeur général.

4.6 Procédé de signature

Conformément aux dispositions de l'article 173 de la Loi sur l'instruction publique, la signature de toute personne autorisée à signer les documents en vertu du présent règlement, peut être apposée au moyen d'une griffe ou remplacée par un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé.

5.0 OBLIGATIONS RELIÉES

- 5.1** Toutes les fonctions et tous les pouvoirs délégués par le présent règlement s'exercent en respect des lois, règlements, politiques, conventions collectives et autres encadrements administratifs en vigueur à la commission scolaire.
- 5.2** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général, toutes les fonctions et tous les pouvoirs présentement délégués sont assumés par le directeur général adjoint.
- 5.3** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'un ou l'autre des directeurs d'établissements ou de services, toutes les fonctions et tous les pouvoirs présentement délégués sont assumés par le directeur général.

6.0 DISPOSITIONS FINALES

- 6.1** Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009.

Directeur
Service du Secrétariat général

Président



LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE (L.R.Q., c. I 13.3)

Directeur d'école

→ ARTICLE 96.9

La commission scolaire peut nommer un ou plusieurs adjoints au directeur de l'école après consultation de celui-ci.

→ ARTICLE 96.10

Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs.

Le directeur adjoint, ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire, exerce les fonctions et pouvoirs du directeur en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

→ ARTICLE 96.26

Le directeur de l'école exerce aussi les fonctions et pouvoirs que lui délègue le conseil des commissaires.

À la demande de la commission scolaire, il exerce des fonctions autres que celles de directeur d'école.

Directeur de centre

→ ARTICLE 110.6

La commission scolaire peut nommer un ou plusieurs adjoints au directeur de centre après consultation de celui-ci.

→ ARTICLE 110.7

Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs.

Le directeur adjoint, ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire, exerce les fonctions et pouvoirs du directeur en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

→ ARTICLE 110.13

Les articles 96.20 à 96.26 s'appliquent au directeur du centre, compte tenu des adaptations nécessaires.

Commission scolaire Conseil des commissaires

→ ARTICLE 143

La commission scolaire est administrée par un conseil des commissaires composé des personnes suivantes :

- 1° Les commissaires élus ou nommés en application de la Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3);
- 2° Deux commissaires représentant du comité de parents, l'un choisi parmi les représentants des écoles qui dispensent l'ordre d'enseignement primaire et l'autre parmi les représentants des écoles qui dispensent l'ordre d'enseignement secondaire, élus en application de la présente loi.

→ ARTICLE 173

La signature du président, du directeur général, du secrétaire général ou de toute personne désignée par la commission scolaire peut être apposée au moyen d'une griffe ou remplacée par un fac-similé gravé, lithographié ou imprimé.

Comité de la commission scolaire**→ ARTICLE 181**

Le comité exécutif exerce les fonctions et pouvoirs que lui délègue, par règlement, le conseil des commissaires.

Directeur général**→ ARTICLE 201**

Le directeur général assiste le conseil des commissaires et le comité exécutif dans l'exercice de leurs fonctions et pouvoirs.

Il assure la gestion courante des activités et des ressources de la commission scolaire, il veille à l'exécution des décisions du conseil des commissaires et du comité exécutif et il exerce les tâches que ceux-ci lui confient.

→ ARTICLE 202

Le directeur général rend compte de sa gestion au conseil des commissaires ou, selon le cas, au comité exécutif.

→ ARTICLE 203

Un directeur général adjoint assiste le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs.

Un directeur général adjoint exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur général.

Le directeur général adjoint, ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire, exerce les fonctions et pouvoirs du directeur général en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. En cas d'absence ou d'empêchement de ce directeur général adjoint, la personne désignée à cette fin par la commission scolaire exerce les fonctions et pouvoirs du directeur général.

→ ARTICLE 392

Une commission scolaire ne peut adopter un règlement lorsque cette procédure est prescrite par la présente loi, à moins d'avoir donné un avis public d'au moins 30 jours indiquant son objet, la date prévue pour son adoption et l'endroit où le projet peut être consulté.

Dans le même délai, une commission scolaire transmet à chaque conseil d'établissement une copie du projet de règlement; elle en transmet pareillement copie au comité de parents.

Le présent article ne s'applique pas à un règlement relatif à la délégation de fonctions ou pouvoirs du conseil des commissaires.

→ ARTICLE 393

Une commission scolaire ne peut adopter une résolution autorisant la présentation d'une demande au gouvernement de prendre un décret en application de la présente loi, à moins d'avoir donné un avis public d'au moins 30 jours indiquant son objet et la date prévue pour son adoption.

Dans le même délai, une commission scolaire transmet à chaque conseil d'établissement une copie du projet de résolution; elle en transmet pareillement copie au comité de parents.

→ ARTICLE 394

Un règlement entre en vigueur le jour de la publication d'un avis public de son adoption ou à toute date ultérieure qui peut y être fixée.

→ ARTICLE 395

Le secrétaire général d'une commission scolaire transmet dans les meilleurs délais une copie certifiée conforme du règlement à chaque conseil d'établissement et au comité de parents.

→ ARTICLE 396

Tout règlement est enregistré dans un livre des règlements tenu au siège de la commission scolaire.

Chaque entrée de règlement dans le livre des règlements est signée par le président et le secrétaire général de la commission scolaire.

→ ARTICLE 397

Tout avis public est affiché dans chaque école et chaque centre de la commission scolaire et il est publié dans au moins un journal distribué sur le territoire de la commission scolaire.

→ ARTICLE 398

L'avis indique son objet et il est publié dans le délai prévu par la présente loi ou, à défaut, dans les plus brefs délais.



ANNEXE 2

Délégation de fonctions et pouvoirs

au

comité exécutif

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS DELEGUES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 266. | <p>La commission scolaire a pour fonctions, dans le respect d'un accord intergouvernemental de libéralisation du commerce :</p> <p>1° D'acquérir ou de prendre en location les biens requis pour l'exercice de ses activités et de celles de ses établissements d'enseignement, y compris accepter gratuitement des biens;</p> <p>2° De construire, réparer ou entretenir ses biens;</p> <p>3° De déterminer l'utilisation de ses biens et de les administrer, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des biens mis à leur disposition;</p> <p>4° De favoriser l'utilisation de ses immeubles par les organismes publics ou communautaires de son territoire ou de donner en location ses meubles et ses immeubles, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des locaux ou immeubles mis à leur disposition. Une commission scolaire peut être propriétaire ou locataire de locaux ou d'immeubles situés en dehors des limites de son territoire.</p> | CE-01 | Autoriser, dans le cadre du budget adopté ou ajusté par le conseil des commissaires, les contrats relatifs aux achats des biens et services pour un montant de 50 000 \$ à 99 999 \$ et ce, conformément à la politique d'acquisition de biens et de services de la commission scolaire. |
| | | CE-02 | Accorder des contributions financières (adhésion, affiliation, cotisation, contribution et don) pour des fins éducatives à des organismes extérieurs, dans le respect de la politique établie. |
| | | CE-03 | Accepter le paiement des comptes de dépenses d'opérations courantes et d'immobilisations et ce, conformément au budget adopté ou ajusté de la commission scolaire. |
| | | CE-04 | <p>Accepter le rôle de perception des taxes scolaires de la commission scolaire et effectuer toutes les opérations relatives à ce rôle, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ recevoir les plaintes et en disposer; ➤ effectuer les radiations; ➤ accepter les modifications; ➤ assurer l'application de la politique "Recouvrement des taxes scolaires impayées". |
| | | CE-05 | Assurer l'application de la politique "Prêt ou location de locaux appartenant à la commission scolaire à des fins de rencontres sociales". |

Total : 5 fonctions et pouvoirs.

**ANNEXE 3**

Délégation de fonctions et pouvoirs

en faveur

- du directeur général
 - des directeurs d'école
 - des directeurs de centre
 - des directeurs de service
-
-

LÉGENDE :

DG : Directeur général

DEA : Directeur des Services d'éducation des adultes

DRM : Directeur du Service des ressources matérielles

DE : Directeur d'école

SG : Secrétaire général

DRH : Directeur du Service des ressources humaines

DI : Directeur des Services de l'informatique

DC : Directeur de centre

DSE : Directeur des Services éducatifs (jeunes)

DRF : Directeur du Services des ressources financières

DUA : Directeur de l'unité administrative

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|
| 8. | L'élève prend soin des biens mis à sa disposition et les rend à la fin des activités scolaires. À défaut, la commission scolaire peut en réclamer la valeur aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur. | 01 | Réclamer la valeur des biens confiés à l'élève jeune ou adulte lorsque ce dernier les a endommagés ou perdus. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ | |
| 10 | La demande de l'élève ou de ses parents doit être faite par écrit et exposer brièvement les motifs sur lesquels elle s'appuie. Elle est transmise au secrétaire général de la commission scolaire. Le secrétaire général doit prêter assistance, pour la formulation d'une demande, à l'élève ou à ses parents qui le requièrent. | 02A | Prêter assistance lorsque requis. Voir : Politique relative à la révision d'une décision concernant un élève. | | ✓ | | | | | | | | | | |
| 12. | Le conseil des commissaires peut, s'il estime la demande fondée, infirmer en tout ou en partie la décision visée par la demande et prendre la décision qui, à son avis, aurait dû être prise en premier lieu. La décision doit être motivée et notifiée au demandeur et à l'auteur de la décision contestée. | 02B | Notifier au demandeur la décision du conseil des commissaires relative à une demande de révision en vertu de l'article 9 de la loi. Voir : Politique relative à la révision d'une décision concernant un élève. | | ✓ | | | | | | | | | | |
| 15. | Est dispensé de l'obligation de fréquenter une école l'enfant qui : 1° En est exempté par la commission scolaire en raison de maladie ou pour recevoir des soins ou traitements médicaux requis par son état de santé; 2° En est exempté par la commission scolaire , à la demande de ses parents et après consultation du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage établi en application de l'article 185, en raison d'un handicap physique ou mental qui l'empêche de fréquenter l'école; 4° Reçoit à la maison un enseignement et y vit une expérience éducative qui, d'après une évaluation faite par la commission scolaire ou à sa demande, sont équivalents à ce qui est dispensé ou vécu à l'école; En outre, la commission scolaire peut dispenser un de ses élèves, à la demande des parents de ce dernier, de l'obligation de fréquenter une école pour une ou plusieurs périodes n'excédant pas en tout six semaines par année scolaire pour lui permettre d'effectuer des travaux urgents. | 03 | Dispenser un enfant de l'obligation de fréquenter une école pour raison de maladie ou pour recevoir des soins ou traitements médicaux. | | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 04 | Dispenser un enfant de l'obligation de fréquenter une école en raison d'un handicap physique ou mental qui l'empêche. | | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 05 | Dispenser un enfant de l'obligation de fréquenter une école parce qu'il reçoit à la maison un enseignement et y vit une expérience éducative qui... sont équivalents à ce qui est dispensé ou vécu à l'école. | | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 06 | Dispenser un enfant de l'obligation de fréquenter une école... pour lui permettre d'effectuer des travaux urgents identifiés par les parents. | | | ✓ | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|
| 18. | Le directeur de l'école s'assure, selon les modalités établies par la commission scolaire , que les élèves fréquentent assidûment l'école. | 07A | Établir les modalités pour s'assurer que les élèves fréquentent assidûment l'école | | | ✓ | | | | | | | | | |
| | En cas d'absences répétées et non motivées d'un élève, le directeur de l'école ou la personne qu'il désigne intervient auprès de l'élève et de ses parents en vue d'en venir à une entente avec eux et avec les personnes qui dispensent les services sociaux scolaires sur les mesures les plus appropriées pour remédier à la situation. | 07B | Intervenir auprès de l'élève et de ses parents en vue d'en venir à une entente. | | | | | | | | | | | ✓ | |
| | Lorsque l'intervention n'a pas permis de remédier à la situation, le directeur de l'école le signale au directeur de la protection de la jeunesse après en avoir avisé par écrit les parents de l'élève. | 07C | Signaler le dossier au directeur de la protection de la jeunesse et écrire aux parents. | | | | | | | | | | | ✓ | |
| | | 07D | Signaler le dossier à la direction des Services éducatifs. | | | | | | | | | | | ✓ | |
| 21. | Article abrogé. | 08 | | | | | | | | | | | | | |
| 29. | Le ministre peut, si les faits qui sont reprochés à l'enseignant sont de nature telle que leur continuation ou leur répétition risquerait de compromettre gravement la qualité des services éducatifs ou la protection des élèves et après consultation du comité d'enquête, enjoindre à la commission scolaire de relever l'enseignant de ses fonctions avec traitement pour la durée de l'enquête. | 09 | Relever tout enseignant de ses fonctions sur ordre du ministre pour la durée d'une enquête. | ✓ | | | | | | | | | | | |
| 41. | Lorsque l'acte d'établissement de l'école met plus d'un immeuble à la disposition de l'école, la commission scolaire peut, après consultation du directeur de l'école, nommer un responsable pour chaque immeuble et en déterminer les fonctions . | 10 | Nommer un responsable d'immeuble et en déterminer les fonctions. | ✓ | | | | | | | | | | | |
| | Le responsable exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur de l'école. (voir article 100 pour les centres) | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 11 | | | | | | | | | | | | | |
| 76. | Le conseil d'établissement approuve les règles de conduite et les mesures de sécurité proposées par le directeur de l'école. Ces règles et mesures peuvent prévoir les sanctions disciplinaires applicables, autres que l'expulsion de l'école et des punitions corporelles; elles sont transmises à chaque élève de l'école à ses parents. | 12 | Appliquer envers un élève de l'école, une sanction disciplinaire, conformément aux règles de conduite et aux mesures de sécurité approuvées par le conseil d'établissement. | | | | | | | | | | ✓ | | |
| 81. | Le conseil d'établissement fournit tout renseignement exigé par la commission scolaire pour l'exercice de ses fonctions, à la date et dans la forme demandée par cette dernière . <i>S'applique aux centres par l'article 110.4.</i> | 13 | Exiger du conseil d'établissement (école ou centre) tout renseignement pour l'exercice des fonctions de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 88. | Le conseil d'établissement approuve la mise en œuvre proposée par le directeur de l'école des programmes des services complémentaires et particuliers visés par le régime pédagogique et déterminés par la commission scolaire ou prévus dans une entente conclue par cette dernière. (Voir article 224). | 14 | Déterminer les programmes des services complémentaires et particuliers visés par le régime pédagogique/jeune. | | | ✓ | | | | | | | | |
| 91. | ..., le conseil d'établissement peut..., conclure un contrat pour la fourniture de biens ou services avec une personne ou un organisme. Il peut en outre exiger une contribution financière des utilisateurs des biens ou services offerts. ... Dans les quinze jours de sa réception, la commission scolaire peut indiquer son désaccord... | 15 | Pour l'application de <i>l'article 90</i> , indiquer dans un délai de quinze (15) jours, un désaccord pour motif de non-conformité, quant à un contrat conclu par le conseil d'établissement, en conformité avec les politiques, les directives et les exigences légales et fiscales que la commission scolaire doit respecter. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 93. | Le conseil d'établissement approuve l'utilisation des locaux ou immeubles mis à la disposition de l'école proposée par le directeur de l'école, ... (<i>voir articles 96.23 et 266 4^e</i>) Toute entente du conseil d'établissement pour l'utilisation des locaux ou immeubles mis à la disposition de l'école doit être préalablement autorisée par la commission scolaire si l'entente est faite pour plus d'un an. ... | 16 | Donner en location les locaux et les équipements de l'école ou du centre, en conformité avec la politique de la commission scolaire. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| 94. | Le conseil d'établissement peut, au nom de la commission scolaire, solliciter et recevoir toute somme d'argent par dons, legs, subventions ou autres contributions bénévoles... La commission scolaire tient pour ce fonds des livres et comptes séparés relatifs aux opérations qui s'y rapportent. <i>S'applique aux centres par l'article 110.4.</i> L'administration du fonds est soumise à la surveillance du conseil d'établissement; la commission scolaire doit , à la demande du conseil d'établissement, lui permettre l'examen des dossiers du fonds et lui fournir tout compte, tout rapport et toute information s'y rapportant. | 17 | Créer un fonds à destination spéciale au regard de dons, legs, subventions ou autres contributions sollicités et reçus par le conseil d'établissement (école ou centre). | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 18 | Tenir pour tout fonds à destination spéciale en vertu de <i>l'article 94, 3^e paragraphe</i> , des livres et comptes séparés relatifs aux opérations qui s'y rapportent. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 19 | Permettre au conseil d'établissement (école ou centre), l'examen des dossiers du fonds créé en vertu des <i>articles 94, 3^e paragraphe et 110.4</i> . | | | | | | ✓ | | | | | |
| 96.8 | Le directeur de l'école est nommé par la commission scolaire selon les critères de sélection qu'elle établit après consultation du conseil d'établissement. <i>S'applique aux centres par l'article 110.5.</i> | 20 | Consulter le conseil d'établissement sur les critères de sélection du directeur d'école et du directeur de centre. | ✓ | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|---|
| 96.14 | Le directeur de l'école,... établit un plan d'intervention adapté aux besoins de l'élève. Ce plan doit respecter la politique de la commission scolaire sur l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et tenir compte de l'évaluation des capacités et des besoins de l'élève faite par la commission scolaire avant son classement et son inscription dans l'école. ... | 21 | Évaluer les capacités et les besoins d'un élève EHDAA avant son classement et son inscription dans l'école. | | | ✓ | | | | | | | | | |
| 96.23 | Le directeur de l'école gère les ressources matérielles de l'école en appliquant, le cas échéant, les normes et décisions de la commission scolaire; il en rend compte à la commission scolaire. (voir article 266, 4 ^e par.) <i>S'applique aux centres par l'article 110.13.</i> | 22 | Acquérir les biens de consommation requis pour le fonctionnement de l'école ou du centre, selon la politique d'acquisition de biens et de services de la commission scolaire | | | | | | | | | | ✓ | ✓ | |
| | | 23 | Acquérir les biens meubles (mobilier, appareillage et outillage) requis pour le fonctionnement de l'école ou du centre, selon la politique d'acquisition de biens et de services de la commission scolaire. | | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| | | 24 | Établir et tenir à jour l'inventaire complet des biens meubles loués d'un organisme extérieur par une école ou un centre. | | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| 96.26 | Le directeur de l'école exerce aussi les fonctions et pouvoirs que lui délègue le conseil des commissaires. À la demande de la commission scolaire, il exerce des fonctions autres que celles de directeur d'école. <i>S'applique aux centres par l'article 110.13.</i> | 25 | Demander à un directeur d'école ou de centre d'exercer des fonctions autres que celles de directeur d'école ou de centre. | ✓ | | | | | | | | | | | |
| 110.2 | Le conseil d'établissement a aussi pour fonctions d'approuver les propositions du directeur du centre sur les sujets suivants : ... 3° La mise en œuvre des programmes de services complémentaires et d'éducation populaire visés par le régime pédagogique et déterminés par la commission scolaire ou prévus dans une entente conclue par cette dernière; ... | 26 | Déterminer les programmes des services complémentaires et particuliers, visés par le régime pédagogique/adultes. | | | | ✓ | | | | | | | | |
| 115. | Le siège social d'une commission scolaire est situé à l'endroit de son territoire qu'elle détermine. | 27 | Aviser le ministre et donner avis public quant à la situation ou de tout déplacement du siège de la commission scolaire. | | ✓ | | | | | | | | | | |
| 175.1 | Le conseil des commissaires doit, par règlement, adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux commissaires. ... La commission scolaire doit rendre le code accessible au public et le publier dans son rapport annuel. | 28 | Rendre accessible au public le code d'éthique et de déontologie et le publier dans le rapport annuel de la commission scolaire. | | ✓ | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 192. | Le comité de parents a pour fonctions : 1° de promouvoir la participation des parents aux activités de la commission scolaire et de désigner à cette fin les parents qui participent aux divers comités formés par la commission scolaire; ... | 29 | Demander au comité de parents de désigner leurs représentants aux comités de la commission scolaire. | | ✓ | | | | | | | | | |
| 208. | La commission scolaire s'assure que les personnes relevant de sa compétence reçoivent les services éducatifs auxquels elles ont droit en vertu de la présente loi... | 30 | S'assurer que les personnes relevant de la compétence de la commission scolaire reçoivent les services éducatifs auxquels elles ont droit. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 209. | Pour l'exercice de cette fonction, la commission scolaire doit notamment : 1° Admettre aux services éducatifs les personnes relevant de sa compétence; 2° Organiser elle-même les services éducatifs ou, ... elle a conclu une entente visée à l'un des <i>articles 213 à 215.1</i> ,... 3° Si elle n'organise pas elle-même certaines spécialités professionnelles ou des services éducatifs pour les adultes... adresser les personnes à une commission scolaire qui organise ces services... | 31 | S'assurer de l'organisation des services éducatifs dispensés aux élèves jeunes et adultes. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | | 32 | Admettre aux services éducatifs les personnes relevant de la compétence de la commission scolaire selon la politique de la commission scolaire. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| | | 33A | Adresser les personnes à une commission scolaire qui organise certaines spécialités professionnelles ou des services éducatifs pour les adultes que la commission n'organise pas elle-même. | | | | ✓ | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 209.1 | <p>Pour l'exercice de ses fonctions et de ses pouvoirs, chaque commission scolaire établit un plan stratégique couvrant une période maximale de cinq ans qui comporte:</p> <p>1° le contexte dans lequel elle évolue, notamment les besoins de ses écoles et de ses centres ainsi que les caractéristiques et les attentes du milieu qu'elle dessert;</p> <p>2° les principaux enjeux auxquels elle fait face, entre autres en matière de réussite, qui tiennent compte des indicateurs nationaux établis par le ministre en vertu de l'article 459.1;</p> <p>3° les orientations stratégiques et les objectifs qui tiennent compte des orientations et des objectifs du plan stratégique établi par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi que des autres orientations, buts fixés ou objectifs mesurables déterminés par le ministre en application de l'article 459.2;</p> <p>4° les axes d'intervention retenus pour parvenir à l'atteinte des objectifs;</p> <p>5° les résultats visés au terme de la période couverte par le plan;</p> <p>6° les modes d'évaluation de l'atteinte des objectifs.</p> <p>Un projet du plan stratégique est présenté à la population lors d'une séance publique d'information.</p> <p>Un avis public indiquant la date, l'heure et le lieu de cette séance doit être donné à la population au moins 15 jours avant sa tenue.</p> <p>Le plan stratégique doit être actualisé afin de tenir compte de tout changement dans la situation de la commission scolaire qui est de nature à rendre inexactes les renseignements qu'il contient ou inactuel l'un des éléments qu'il comporte. Un projet de cette actualisation du plan stratégique est présenté à la population selon les modalités prévues aux deuxième et troisième alinéas.</p> <p>La commission scolaire transmet au ministre une copie de son plan stratégique et le rend public.</p> | 33B | | ✓ | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 209.2 | <p>La commission scolaire et le directeur de chacun de ses établissements conviennent annuellement, dans le cadre d'une convention de gestion et de réussite éducative, des mesures requises pour assurer l'atteinte des buts fixés et des objectifs mesurables prévus à la convention de partenariat conclue entre la commission scolaire et le ministre.</p> <p>Un projet de la convention de gestion et de réussite éducative doit être soumis pour approbation au conseil d'établissement après consultation du personnel de l'établissement.</p> <p>La convention de gestion et de réussite éducative est établie en tenant compte du plan de réussite de l'établissement et de la situation particulière. Elle porte notamment sur les éléments suivants :</p> <p>1° les modalités de la contribution de l'établissement; 2° les ressources que la commission scolaire alloue spécifiquement à l'établissement pour lui permettre d'atteindre les buts fixés et les objectifs mesurables prévus; 3° les mesures de soutien et d'accompagnement mises à la disposition de l'établissement; 4° les mécanismes de suivi et de reddition de compte mis en place par l'établissement.</p> | 33C | | ✓ | | | | | | | | | | |
| 210. | <p>Une commission scolaire francophone dispense les services éducatifs en français; une commission scolaire anglophone les dispense en anglais.</p> <p>(Services aux adultes)</p> <p>Toutefois, la formation professionnelle et les services éducatifs pour les adultes sont dispensés en français ou en anglais conformément à la loi; il en est de même de ceux dispensés à des personnes relevant de la compétence d'une commission scolaire d'une autre catégorie en application de l'article 213 ou 468.</p> | 34 | S'assurer que soient dispensés en français les services éducatifs, sauf les services éducatifs pour adultes et la formation professionnelle qui peuvent l'être en français ou en anglais. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 211. | <p>Chaque année, la commission scolaire, après consultation de toute municipalité ou communauté métropolitaine dont le territoire est entièrement ou partiellement compris dans le sien, établit un plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles.</p> <p>Lorsque plus d'un établissement d'enseignement est établi dans les mêmes locaux ou immeubles, la commission scolaire détermine la répartition des locaux ou immeubles ou de leur utilisation entre ces établissements d'enseignement.</p> <p>Dans le cas visé au troisième alinéa, la commission scolaire peut, à la demande des conseils d'établissement concernés, instituer un comité de coordination formé de représentants des conseils d'établissement et déterminer la répartition des fonctions et pouvoirs entre les conseils d'établissement et le comité de coordination, ainsi que les règles d'administration et de fonctionnement du comité de coordination.</p> <p>La commission scolaire peut également nommer une même personne à la fonction de directeur de tous les établissements ainsi qu'un ou plusieurs adjoints pour chaque établissement. La commission scolaire détermine alors, après consultation des conseils d'établissement, la répartition des fonctions et pouvoirs entre le directeur et les directeurs adjoints.</p> | 35 | Déterminer, après consultation des conseils d'établissement, la répartition des fonctions et pouvoirs entre le directeur et les directeurs adjoints nommés selon l'article 211, alinéa 5 ^e . | ✓ | | | | | | | | | | |
| 213. | Une commission scolaire peut conclure une entente, pour la prestation du service de l'éducation préscolaire et des services d'enseignement au primaire et au secondaire, avec une autre commission scolaire ou un établissement d'enseignement régi par la Loi sur l'enseignement privé... | 36 | Conclure des ententes pour la prestation du service de l'éducation préscolaire et des services d'enseignement au primaire et au secondaire, avec une autre commission scolaire, un organisme ou une personne, une institution privée ou un organisme scolaire canadien. | ✓ | | | | | | | | | | |
| | Une commission scolaire peut conclure une entente... pour la prestation des services complémentaires et particuliers, des services d'alphabétisation et des services d'éducation populaire ou pour des fins autres que la prestation de services visés au premier alinéa. (Consultation) | 37 | <p>Conclure une entente avec une commission scolaire, un organisme ou une personne.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour la prestation des services complémentaires et particuliers..... • Pour la prestation des services d'alphabétisation et des services d'éducation populaire. | | | ✓ | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 213 | Avant la conclusion d'une telle entente la commission scolaire consulte les parents de chaque élève ou l'élève majeur susceptible d'être visé par une telle entente. Si l'élève est un élève handicapé ou un élève en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, la commission scolaire doit consulter le comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. ...elle peut en outre organiser des stages de formation ou d'apprentissage en entreprise. | 38 | Organiser des stages de formation ou d'apprentissage en entreprise et conclure à cette fin, des ententes entre l'entreprise et l'établissement. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| 214. | Une commission scolaire peut , conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères , une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation. Elle peut en outre, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, conclure une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une autre province de Canada. | 39 | Dispenser en application de <i>l'article 214</i> , des services à des personnes ne relevant pas de la compétence de la commission. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 218.1 | La commission scolaire peut exiger de ses établissements d'enseignement tout renseignement ou document qu'elle estime nécessaire pour l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, à la date et dans la forme qu'elle détermine. | 40 | Exiger des écoles ou centres tout renseignement ou document estimé nécessaire pour l'exercice des fonctions et pouvoirs de la commission. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 219. | La commission scolaire prépare et transmet au ministre les documents et les renseignements qu'il demande pour l'exercice de ses fonctions et pouvoirs , à l'époque et dans la forme qu'il détermine. | 41 | Fournir au ministre les renseignements qu'il demande à l'époque et dans la forme qu'il détermine. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 220. | La commission scolaire informe la population de son territoire des services éducatifs et culturels qu'elle offre et lui rend compte de leur qualité. La commission prépare un rapport annuel qui rend compte à la population de son territoire de la réalisation de son plan stratégique. Ce rapport rend compte également au ministère des résultats obtenus en fonction des orientations et des objectifs du Plan stratégique établi par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Une copie de ce rapport est transmise au ministère. | 42 | Préparer un rapport annuel des activités de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 222. | <p>La commission scolaire s'assure de l'application du régime pédagogique établi par le gouvernement, conformément aux modalités d'application progressive établies par le ministre en vertu de l'article 459.</p> <p>Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un élève, la commission scolaire peut, sur demande motivée des parents d'un élève, d'un élève majeur ou d'un directeur d'école, l'exempter de l'application d'une disposition du régime pédagogique. Dans le cas d'une exemption aux règles de sanction des études visée à l'article 460, la commission scolaire doit en faire la demande au ministre. (voir article 246)</p> | 43 | S'assurer de l'application du régime pédagogique /jeune ou adultes. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | <p>Elle peut également, sous réserve des règles de sanction des études prévues au régime pédagogique, permettre une dérogation à une disposition du régime pédagogique pour favoriser la réalisation d'un projet pédagogique particulier applicable à un groupe d'élèves. Toutefois, une dérogation à la liste des matières ne peut être permise que dans les cas et aux conditions déterminés par règlement du ministre pris en application de l'article 457.2 ou que, sur autorisation de ce dernier, donnée en vertu de l'article 459.</p> | 44 | Dans le cas d'une exemption aux règles de sanction des études visée à l'article 460, faire une demande au ministre. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 222.1 | <p>La commission scolaire s'assure de l'application des programmes d'études établis par le ministre en vertu de l'article 461.</p> <p>Cependant, une commission scolaire peut à la demande du directeur d'une école, après consultation des parents de l'élève et sous réserve des règles de sanction des études prévues au régime pédagogique, dispenser d'une matière prévue au régime pédagogique, un élève qui a besoin de mesures d'appui dans les programmes de la langue d'enseignement, d'une langue secondaire ou des mathématiques; la dispense ne peut toutefois porter sur l'un ou l'autre de ces programmes.</p> <p>En outre, une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, permettre à une école de remplacer un programme d'études établi par le ministre par un programme d'études local dans le cas d'un élève ou d'une catégorie d'élèves incapables de profiter des programmes d'études établis par le ministre. Un tel programme d'études local est soumis par la commission scolaire à l'approbation du ministre.</p> | 45 | Dispenser d'une matière prévue au régime pédagogique un élève jeune ou adulte ayant besoin de mesures d'appui. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 222.1 | Une commission scolaire peut de plus, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, permettre à une école de remplacer un programme d'études établi par le ministre par un programme d'études local dans le cas d'un élève ou d'une catégorie d'élèves incapables de profiter des programmes d'études établis par le ministre. Un tel programme d'études local est soumis par la commission scolaire à l'approbation du ministre. | 46 | S'assurer de l'application des programmes d'études établis par le ministre en vertu de l'article 461. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 223. | La commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, élaborer et offrir, en outre des spécialités professionnelles qu'elle est autorisée à organiser, des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession et pour lesquels elle peut délivrer une attestation de capacité. (voir article 246.1)... | 47 | Pour satisfaire à l'application de l'article 223, préparer des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | | 48 | Délivrer une attestation de capacités à un élève jeune ou adulte. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 224. | La commission scolaire établit un programme pour chaque service éducatif complémentaire et particulier visé par le régime pédagogique,... Elle peut conclure une entente avec toute personne ou organisme sur les contenus des programmes dans les domaines qui ne relèvent pas de la compétence du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. (voir article 247) | 49 | Établir un programme pour chaque service éducatif complémentaire et particulier visé par le régime pédagogique/jeune ou adulte. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | | 50 | Conclure une entente sur les contenus des programmes dans des domaines ne relevant pas de la compétence du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. | | | | ✓ | | | | | | | |
| 225. | Abrogé. | 51 | Abrogé. | | | | | | | | | | | |
| 226. | La commission scolaire s'assure que l'école offre aux élèves des services complémentaires d'animation spirituelle et d'engagement communautaire. | 52 | S'assurer que les services complémentaires d'animation spirituelle et d'engagement communautaire sont offerts. | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 53 | | | | | | | | | | | | |
| 230. | La commission scolaire s'assure que pour l'enseignement des programmes d'études établis par le ministre, l'école ne se serve que des manuels scolaires, du matériel didactique ou des catégories de matériel didactique approuvés par le ministre. Elle s'assure en outre que l'école conformément à l'article 7, met gratuitement à la disposition de l'élève, les manuels scolaires et le matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études et lui assure un accès gratuit à des ressources bibliographiques et documentaires. | 54 | S'assurer que l'école ne se serve que des manuels scolaires, du matériel didactique ou des catégories de matériel didactique approuvés par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 55 | S'assurer que l'école met gratuitement à la disposition de l'élève, les manuels scolaires et le matériel didactique, et lui assurer un accès gratuit à des ressources bibliographiques et documentaires. | | | ✓ | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 231. | La commission scolaire s'assure que l'école évalue les apprentissages de l'élève et applique les épreuves imposées par le ministre. Elle peut imposer des épreuves internes dans les matières qu'elle détermine à la fin de chaque cycle du primaire et du premier cycle du secondaire (<i>voir article 249 pour un centre</i>) | 56 | S'assurer que l'école et le centre évaluent les apprentissages et appliquent les épreuves imposées par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 232. | La commission scolaire reconnaît, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre, les apprentissages faits par un élève autrement que de la manière prescrite par le régime pédagogique. | 57 | Reconnaître les apprentissages faits par un élève autrement que la manière prescrite par le régime pédagogique. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 234. | La commission scolaire doit, ... adapter les services éducatifs à l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage... | 58 | Adapter les services éducatifs EHDAA aux besoins de l'élève, selon la politique de la commission scolaire. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| 239. | La commission scolaire inscrit annuellement les élèves dans les écoles conformément au choix des parents de l'élève ou de l'élève majeur. Toutefois, si le nombre de demandes d'inscription dans une école excède la capacité d'accueil de l'école, l'inscription se fait selon les critères déterminés par la commission scolaire après consultation du comité de parents. | 59 | Transmettre copie des critères d'inscription des élèves aux directions d'école, aux conseils d'établissement et au comité de parents. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 60 | Inscrire annuellement les élèves dans les écoles, conformément au choix des parents de l'élève ou de l'élève majeur, selon la capacité d'accueil et les critères déterminés par la commission scolaire. | | | | | | | | | | | ✓ |
| 241. | Abrogé. | 61 | Abrogé. | | | | | | | | | | | |
| 241.1 | Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un enfant qui n'a pas atteint l'âge d'admissibilité, la commission scolaire peut , sur demande motivée de ses parents, dans les cas déterminés par règlement du ministre : 1° Admettre l'enfant à l'éducation préscolaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 5 ans, ou l'admettre à l'enseignement primaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 6 ans; 2° Admettre à l'enseignement primaire l'enfant admis à l'éducation préscolaire qui a atteint l'âge de 5 ans... | 62 | Admettre, dans les cas déterminés par règlement du ministre, un enfant au préscolaire ou au primaire. | | | ✓ | | | | | | | | |
| 241.4 | La commission scolaire doit transmettre au ministre à chaque année, au plus tard le 31 mars, un rapport sur le nombre d'élèves admis dans chacun des cas visés aux <i>articles 96.17, 96.18 et 241.1.</i> | 63 | Transmettre annuellement au ministre, un rapport sur le nombre d'élèves admis, dans les cas visés aux <i>articles 96.17, 96.18 et 241.1.</i> | | | ✓ | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 242. | La commission scolaire peut, à la demande d'un directeur d'école, pour une cause juste et suffisante et après avoir donné à l'élève et à ses parents l'occasion d'être entendus, inscrire un élève dans une autre école ou l'expulser de ses écoles ; dans ce dernier cas, elle le signale au directeur de la protection de la jeunesse. | 64 | Inscrire un élève provenant d'une autre école, pour une cause juste et suffisante, selon la politique établie par la commission scolaire. | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 65 | Dans le cas d'un élève expulsé d'une école, suite à la décision du conseil des commissaires, le signaler au directeur de la protection de la jeunesse. | | | | | | | | | | | ✓ |
| 243. | La commission scolaire participe à l'évaluation faite périodiquement par le ministre du régime pédagogique, des programmes d'études, des manuels scolaires et du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études établis par le ministre et du fonctionnement du système scolaire. (voir article 253) | 66 | Participer à l'évaluation faite périodiquement par le MELS. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 244. | Les fonctions et pouvoirs prévus aux <i>articles 222 à 224</i> , au 2 ^e alinéa de l' <i>article 231</i> et aux <i>articles 233 à 240</i> et <i>243</i> sont exercés après consultation des enseignants (voir article 254) Les modalités de cette consultation sont celles prévues dans une convention collective ou, à défaut, celles qu'établit la commission scolaire. | 67 | Établir les modalités de consultation relatives aux fonctions et pouvoirs prévus aux <i>articles 222 à 224</i> , <i>231</i> , <i>233 à 240</i> et <i>243</i> ainsi qu'à la <i>section VI,4 (centres)</i> . | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 246. | La commission scolaire s'assure de l'application des régimes pédagogiques établis par le gouvernement conformément aux modalités d'application progressive établies par le ministre en vertu de l' <i>article 459</i> et de l'application des programmes d'études établis par le ministre en vertu de l' <i>article 461</i> . Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un élève, la commission scolaire peut, sur demande motivée des parents d'un élève, d'un élève majeur ou d'un directeur de centre, l'exempter de l'application d'une disposition du régime pédagogique. Dans le cas d'une exemption aux règles de sanction des études visée à l' <i>article 460</i> , la commission scolaire doit en faire la demande au ministre. | 68 | S'assurer de l'application des régimes pédagogiques et de l'application des programmes d'études... | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | | 69 | Exempter un élève de l'application d'une disposition du régime pédagogique. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| 246.1 | La commission scolaire peut... élaborer et offrir, en outre des spécialités professionnelles qu'elle est autorisée à organiser, des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession et pour lesquels elle peut délivrer une attestation de capacité.... | 70 | Élaborer et offrir des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|
| 247. | La commission scolaire établit un programme pour chaque service éducatif complémentaire et d'éducation populaire visé au régime pédagogique. | 71 | Établir un programme pour chaque service éducatif complémentaire et d'éducation populaire. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| 249. | La commission scolaire s'assure que le centre évalue les apprentissages de l'élève et applique les épreuves imposées par le ministre. Elle peut imposer des épreuves internes... | 72 | Imposer des épreuves internes aux élèves adultes dans les matières où il n'y a pas d'épreuve imposée par le MELS. | | | | ✓ | | | | | | | | |
| 250. | La commission scolaire organise et offre des services d'accueil et de référence relatifs à la formation professionnelle ou aux services éducatifs pour les adultes. | 73 | Organiser et offrir des services d'accueil et référence. | | | | | | | | | | | ✓ | |
| | Elle reconnaît, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre, les acquis scolaires et extrascolaires faits par une personne inscrite à la formation professionnelle ou aux services éducatifs pour les adultes. | 74 | Reconnaître les acquis scolaires et extrascolaires. | | | | ✓ | | | | | | | | |
| 253. | La commission scolaire participe à l'évaluation faite périodiquement par le ministre du régime pédagogique, des programmes d'études et du fonctionnement du système scolaire. | 75 | Participer à l'évaluation du régime pédagogique, des programmes d'études et du fonctionnement du système scolaire. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | | |
| 255. | La commission scolaire peut : | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1° Contribuer, par des activités de formation de la main d'œuvre, d'aide technique à l'entreprise et d'information, à l'élaboration et à la réalisation de projets d'innovation technologique, à l'implantation de technologies nouvelles et à leur diffusion, ainsi qu'au développement de la région; | 76 | Contribuer, par des activités de formation de la main d'œuvre, d'aide technique à l'entreprise et d'information, à l'élaboration et à la réalisation de projets d'innovation technologique, à l'implantation de technologies nouvelles et à leur diffusion, ainsi qu'au développement de la région. | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | 2° Fournir des services à des fins culturelles, sociales, sportives, scientifiques ou communautaires; | 77 | Fournir des services à des fins culturelles, sociales, sportives, scientifiques ou communautaires. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ | |
| 3° Participer, dans le respect de la politique québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, à l'élaboration et à la réalisation de programmes de coopération avec l'extérieur dans les domaines de ses compétences... | 78 | Participer à l'élaboration et à la réalisation de programmes de coopération avec l'extérieur dans les domaines de compétence de la commission scolaire. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 256. | À la demande d'un conseil d'établissement, d'une école, la commission scolaire doit , selon les modalités d'organisation convenues avec le conseil d'établissement, assurer , dans les locaux attribués à l'école ou, lorsque l'école ne dispose pas de locaux adéquats, dans d'autres locaux, des services de garde pour les élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. | 79 | Organiser des services de garde pour les élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. | | | | | | | | | | ✓ | |
| 258. | Pour l'application des <i>articles 255 à 257</i> , une commission scolaire peut engager du personnel et conclure des ententes. Elle peut en outre exiger une contribution financière de l'utilisateur des services qu'elle dispense. | 80 | Pour l'application des <i>articles 255 à 257</i> , exiger une contribution financière de l'utilisateur des services que la commission scolaire dispense. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| 259. | La commission scolaire est l'employeur du personnel qu'elle requiert pour son fonctionnement et celui de ses écoles, de ses centres de formation professionnelle et de ses centres d'éducation des adultes, à l'exception de celui requis pour les programmes de services complémentaires et particuliers qui relèvent de la compétence d'un ministre autre que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. (voir article 261) | 81 | Déterminer et mettre à jour la classification de tout membre du personnel enseignant, et obtenir du ministre, s'il y a lieu, sa classification officielle. | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 82 | Procéder à l'attribution d'une classe d'emploi à tout poste de travail et y effectuer toute modification nécessaire. | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 83 | Préparer les plans d'effectifs du personnel : ♦ cadres et directeurs d'école ; ♦ professionnels ; ♦ enseignants ; ♦ soutien . | ✓ | | | | ✓ | ✓ | ✓ | | | | |
| | | 84 | Recevoir et prendre acte de la démission d'un membre du personnel cadre et autre que cadre. | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 85 | Attribuer les ressources en personnel dans les écoles, centres et services en tenant compte des besoins en personnel dont lui font part les directeurs d'école, de centre et de service, le cas échéant, conformément aux dispositions des conventions collectives et de la LIP (96,20). | ✓ | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | |
|-----|-----------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|
| 259 | Idem... | 86 | Recruter, sélectionner le personnel, selon la politique de dotation du personnel de la commission scolaire : <ul style="list-style-type: none"> ♦ personnel cadre ; ♦ autres personnels. | ✓ | | | | ✓ | | | | | | | |
| | | 87 | Procéder à l'engagement des employés autres que réguliers, selon la politique de dotation du personnel de la commission scolaire : <ul style="list-style-type: none"> ♦ enseignant ; ♦ soutien ; ♦ professionnel. | | | | | ✓ | ✓ | ✓ | | | | | |
| | | 88 | Signer les contrats d'engagement : <ul style="list-style-type: none"> ♦ personnel cadre ; ♦ autres personnels. | ✓ | | | | ✓ | | | | | | | |
| | | 89 | Répartir les fonctions et responsabilités du personnel de cadre des services, des écoles et des centres. | ✓ | | | | | | | | | | | |
| | | 90 | Donner suite aux décisions relatives à la sécurité d'emploi (mise à pied, non-engagement, mise en disponibilité d'employés de toute catégorie). | | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 91 | Engager, affecter ou mettre à pied un employé temporaire, dans la catégorie des cadres, selon la politique de dotation du personnel de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | | |
| | | 92 | Engager, affecter ou mettre à pied et accepter la démission d'un employé temporaire (soutien, enseignant ou professionnel), en conformité avec les conventions collectives et selon la politique de dotation du personnel de la commission. | | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 93 | Opérer les transferts et mutations des employés en conformité avec les conventions collectives en vigueur. | | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 94 | Assurer la mise à jour et le respect des listes de priorité d'emploi. | | | | | | | ✓ | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | | |
|-----|-----------------|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|--|
| 259 | Idem... | 95 | Retenir les services d'un enseignant inscrit sur la liste de priorité et de rappel, pour toute suppléance de moins de vingt (20) jours, selon la politique de dotation du personnel de la commission scolaire. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ | | |
| | | 96 | Retenir les services d'un enseignant inscrit sur la liste de priorité et de rappel, pour toute suppléance de vingt (20) jours et plus, selon la politique établie : ♦ jeunes et adultes . | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 97 | Retenir les services d'un professionnel inscrit sur la liste de priorité pour toute situation de comblement surnuméraire de poste ou remplacement l'exigeant, tel que prévu à la convention collective. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 98 | Retenir les services d'un personnel de soutien inscrit sur la liste de priorité pour toute situation de remplacement l'exigeant, tel que prévu à la convention collective. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 99 | Fixer les jours chômés et payés consentis annuellement aux membres du personnel de la commission scolaire en vertu des conventions collectives, règlements ou lois en vigueur. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 100 | Accepter les demandes de libération syndicale pour des affaires relatives à l'éducation. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 101 | Accepter les demandes de congé sans traitement pour les cadres, à l'exception des hors-cadres: ♦ les cadres. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 102 | Accepter les demandes de congé sans traitement pour toutes catégories de personnel à l'exception des cadres et des hors-cadres: ♦ dix (10) jours et moins ; ♦ onze (11) jours et plus. | | | | | ✓ | | | | | | ✓ | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | | |
|-----|-----------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|--|
| 259 | Idem... | 103 | Autoriser les congés sabbatiques à traitement différé et les retraites progressives selon : ♦ les conventions ; ♦ les politiques des cadres et directeurs d'école. | ✓ | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 104 | Autoriser un prêt de services autres que le personnel cadre ou hors-cadre. Autoriser un échange d'employés, au poste à poste, autre que le personnel cadre ou hors-cadre. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 105 | Suspendre l'enseignement dans les écoles et centres en situation d'imprévu et fermer les établissements, selon la Politique de suspension des cours ou fermeture des établissements et des édifices administratifs lors de tempêtes, d'événements de force majeure ou de situations d'urgence. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 106 | Accepter le calendrier de vacances des employés : ♦ personnel cadre ; ♦ autres personnels. | ✓ | | | | | | | | | ✓ | | | |
| | | 107 | Attester des absences et suppléances d'un employé. | | | | | | | | | | ✓ | | | |
| | | 108 | Appliquer les lois, décrets, politiques, règlements ou conventions en vigueur relativement au personnel pour tous les objets non prévus spécifiquement au présent règlement : ♦ les politiques administratives et salariales et les politiques de gestion pour les cadres ; ♦ les conventions collectives et les ententes locales. | ✓ | | | | | ✓ | | | | | | | |
| | | 109 | Conclure les ententes locales particulières découlant directement de l'application des conventions collectives en vigueur. | | | | | | ✓ | | | | | | | |
| | | 110 | Déterminer le traitement des employés en conformité avec les règlements, les politiques et les conventions collectives et procéder au paiement pour : ♦ les personnels cadres ; ♦ les autres personnels. | ✓ | | | | | ✓ | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | | |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|--|
| 259 | Idem... | 111 | Accepter, dans le cadre des budgets adoptés, les plans de perfectionnement pour : ♦ les personnels cadres ; ♦ les autres personnels. | ✓ | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 112 | Assurer le suivi de l'entente avec la Sûreté du Québec concernant la vérification des antécédents judiciaires. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 113 | Procéder à la fermeture administrative d'une ou de plusieurs unités de la commission scolaire, quand la situation l'exige lors de conflits de travail. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 114 | Résilier, pour tout autre motif que le congédiement, le contrat d'engagement des employés temporaires de la commission scolaire, sauf celui des hors-cadres et cadres. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 115 | Décider d'une suspension à l'endroit d'un employé, à l'exception d'un hors-cadre, dans le respect des conventions collectives ou des politiques de gestion des cadres. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 116 A | Prendre toute mesure disciplinaire, excluant le congédiement, le renvoi et la suspension, dans le respect des conventions collectives et politiques de la commission scolaire : ♦ personnel cadre ; ♦ tout autre employé. | ✓ | | | | | | | | | ✓ | | | |
| | | 116 B | Mettre fin à l'engagement du personnel de soutien durant sa période d'essai sur recommandation du directeur d'unité administrative. | | | | | | ✓ | | | | | | | |
| 261. | La commission scolaire affecte le personnel dans les écoles, les centres de formation professionnelle et les centres d'éducation des adultes... Elle s'assure qu'une personne qu'elle engage pour dispenser le service de l'éducation préscolaire ou pour enseigner au primaire ou au secondaire est titulaire d'une autorisation d'enseigner délivrée par le ministre, sauf dans les cas où elle n'est pas requise. | 117 | S'assurer qu'une personne est titulaire d'une qualification légale délivrée par le ministre. | | | | | ✓ | | | | | | | | |
| | | 118 | Signer les attestations de scolarité pour les enseignants. | | | | | ✓ | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | | |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|--|--|
| 266. | <p>La commission scolaire a pour fonctions, dans le respect d'un accord intergouvernemental de libéralisation du commerce :</p> <p>1° D'acquérir ou de prendre en location les biens requis pour l'exercice de ses activités et de celles de ses établissements d'enseignement, y compris accepter gratuitement des biens;</p> <p>2° De construire, réparer ou entretenir ses biens;</p> <p>3° De déterminer l'utilisation de ses biens et de les administrer, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des biens mis à leur disposition;</p> <p>4° De favoriser l'utilisation de ses immeubles par les organismes publics ou communautaires de son territoire ou de donner en location ses meubles et ses immeubles, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des locaux ou immeubles mis à leur disposition.</p> <p>Une commission scolaire peut être propriétaire ou locataire de locaux ou d'immeubles situés en dehors des limites de son territoire.</p> | 119 | Accepter des biens donnés pour l'exercice des activités de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 120 | <p>Autoriser, dans le cadre du budget adopté par le conseil des commissaires, les contrats relatifs aux achats des biens et services dans le respect des montants suivants et ce, conformément à la politique d'acquisition de biens et de services de la commission scolaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ 0 à 24 999 \$ ♦ 25 000 à 49 999 \$ | ✓ | | | | | | | | ✓ | | | | |
| | | 121 A | D'autoriser les modifications qui occasionnent une dépense supplémentaire, à un contrat de plus de 100 000 \$ (Loi sur les contrats des organismes publics). Dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut excéder 10% du montant initial du contrat. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 121 B | D'autoriser les modifications qui occasionnent une dépense supplémentaire, à un contrat de 100 000 \$ et moins (Contrat non assujéti à la Loi sur les contrats des organismes publics). Le total des dépenses ainsi autorisées excède de 10% du montant initial du contrat. | ✓ | | | | | | | | | | | | |
| | | 121 C | D'autoriser les modifications qui occasionnent une dépense supplémentaire, à un contrat de 100 000 \$ et moins (Contrat non assujéti à la Loi sur les contrats des organismes publics). Le total des dépenses ainsi autorisées ne peut excéder 10% du montant initial du contrat. | | | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 122 | Faire préparer les plans et devis, en conformité avec les montants autorisés. | | | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 123 | Procéder à la disposition des biens meubles n'étant plus requis pour le fonctionnement de la commission scolaire, conformément à la politique de la commission scolaire. | | | | | | | | | ✓ | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC | | |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|----|----|--|--|
| 266. | Idem... | 124 | Retenir les services de professionnels ou de consultants (architectes, ingénieurs ou autres) pour les travaux de construction, d'aménagement ou de rénovation autorisés par le conseil des commissaires pour un montant de 5 000 \$ et moins. | | | | | | | ✓ | | | | | | |
| | | 125 | Autoriser le directeur du Service des ressources matérielles et le régisseur de l'approvisionnement à procéder à l'acquisition de biens neufs ou usagés répondant aux besoins des unités administratives lors d'encans ou de ventes, et ce, après avoir obtenu préalablement l'autorisation de la direction générale. Que les délégations prévues au présent règlement soient respectées. | ✓ | | | | | | | ✓✓* | | | | | |
| | | | | ✓* Régisseur à l'approvisionnement | | | | | | | | | | | | |
| | | 126 | Donner en location des locaux d'immeubles autres que les écoles et les centres, selon les directives de la commission scolaire. | | | | | | | | | ✓ | | | | |
| | | 127 | S'assurer de l'application des normes du code national des bâtiments. | | | | | | | ✓ | | | | | | |
| 275. | La commission scolaire répartit entre ses écoles, ses centres de formation professionnelle et ses centres d'éducation des adultes, de façon équitable, en tenant compte des inégalités sociales et économiques et des besoins exprimés par les établissements, les subventions de fonctionnement allouées par le ministre, y compris la subvention de péréquation le cas échéant, le produit de la taxe scolaire et les revenus de placement de tout ou partie de ce produit, déduction faite du montant que la commission scolaire détermine pour ses besoins et ceux des comités de la commission scolaire. La répartition doit prévoir les montants alloués au fonctionnement des conseils d'établissement. La commission scolaire doit rendre publics les objectifs et les principes de répartition des subventions, du produit de la taxe scolaire et des autres revenus entre ses établissements et les critères afférents à ces objectifs et principes, ainsi que les objectifs, les principes et les critères qui ont servi à déterminer le montant qu'elle retient pour ses besoins et ceux des comités de la commission scolaire. | 128 | Rendre publics les objectifs et les principes de répartition des subventions, du produit de la taxe scolaire et des autres revenus entre les établissements et les critères afférents à ces objectifs et principes, ainsi que les objectifs, les principes et les critères qui ont servi à déterminer le montant que la commission scolaire retient pour ses besoins et ceux des comités de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 276. | La commission scolaire approuve le budget des écoles, des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes. Le budget d'un établissement est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par la commission scolaire. Toutefois, la commission scolaire peut autoriser un établissement, aux conditions qu'elle détermine, à engager des dépenses qui n'ont pas été approuvées. | 129 | Autoriser le directeur d'un établissement à engager des dépenses tant que le budget de l'établissement n'a pas été approuvé. | ✓ | | | | | | | | | | |
| 278. | Avant d'adopter son budget, la commission scolaire donne un avis public d'au moins quinze (15) jours qui indique la date, l'heure, et le lieu de la séance du conseil des commissaires à laquelle il sera examiné. | 130 | Publier et afficher les avis publics de la commission scolaire prévus à la L.I.P. | | ✓ | | | | | | | | | |
| 282. | La commission scolaire transmet au ministre des rapports d'étape sur sa situation financière aux dates et dans la forme qu'il détermine. | 131 | Transmettre au ministre des rapports d'étape sur la situation financière de la commission scolaire. | | | | | | ✓ | | | | | |
| 283. | La commission scolaire tient les livres de comptes de la manière et suivant les formules que le ministre peut déterminer. | 132 | Tenir les livres de comptes de la manière et suivant les formules que le ministre peut déterminer. | | | | | | ✓ | | | | | |
| 287. | ... La commission scolaire doit , si un de ses établissements d'enseignement reçoit une somme d'argent par dons, legs, subventions ou autres contributions bénévoles de toute personne ou de tout organisme public ou privé désirant soutenir financièrement les activités de l'établissement, en faire mention dans une annexe à ses états financiers en indiquant l'objet pour lequel cette somme d'argent a été conférée. | 133 | Faire mention dans une annexe aux états financiers, des sommes d'argent reçues par un établissement, en dons, legs, subventions ou autres contributions bénévoles. | | | | | | ✓ | | | | | |
| 292. | ... une commission scolaire peut réclamer à l'élève la partie du coût d'un laissez-passer qui correspond à un service additionnel à celui nécessaire pour l'entrée et la sortie quotidienne des classes. Une commission scolaire qui organise le transport du midi pour permettre aux élèves d'aller dîner à domicile, peut en réclamer le coût à ceux qui choisissent de l'utiliser. Une commission scolaire , qu'elle organise ou non le transport le midi pour permettre aux élèves d'aller dîner à domicile, assure la surveillance des élèves qui demeurent à l'école , selon les modalités convenues avec les conseils d'établissement et aux conditions financières qu'elle peut déterminer. | 134 | Assurer la surveillance des élèves qui demeurent à l'école, aux conditions financières que la commission scolaire peut déterminer. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 298. | Une commission scolaire peut, après avoir déterminé le nombre de places disponibles, permettre à toutes autres personnes que celles pour lesquelles elle organise le transport des élèves d'utiliser ce service de transport jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles et fixer le tarif du passage qu'elle requiert pour ce transport... | 135 | Permettre à toutes personnes d'utiliser le service de transport, jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles, selon la politique de la commission scolaire. | Régisseur du transport scolaire | | | | | | | | | | |
| 299. | Une commission scolaire peut , qu'elle soit ou non liée par un contrat de transport d'élèves, verser directement à l'élève un montant destiné à couvrir en tout ou en partie ses frais de transport. | 136 | Autoriser le versement directement à l'élève d'un montant destiné à couvrir en tout ou en partie ses frais de transport. | | | | | | | | | | | |
| 319. | La commission scolaire perçoit elle-même la taxe scolaire. Cependant, elle peut conclure une entente avec la municipalité qui a compétence en matière d'expédition de compte de taxes municipales sur le territoire ou en partie du territoire de la commission scolaire pour que cette municipalité perçoive, en son nom, cette taxe sur les immeubles situés sur leur territoire commun... | 137 | Percevoir la taxe scolaire | | | | | | ✓ | | | | | |
| 322. | La commission scolaire remet à la municipalité tout montant concernant la taxe scolaire remboursé à un propriétaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale... | 138 | Remettre à la municipalité tout montant concernant la taxe scolaire remboursé à un propriétaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. | | | | | | ✓ | | | | | |
| 343. | La commission scolaire fait inscrire à son nom les immeubles achetés à l'enchère sur les rôles d'évaluation et de perception et sur les rôles de répartition spéciale;... | 139 | Faire inscrire au nom de la commission scolaire, les immeubles achetés à l'enchère sur les rôles d'évaluation et de perception, et sur les rôles de répartition spéciale. | | | | | | ✓ | | | | | |
| 392. | Une commission scolaire ne peut adopter un règlement lorsque cette procédure est prescrite par la présente loi, à moins d'avoir donné un avis public d'au moins 30 jours indiquant son objet, la date prévue pour son adoption et l'endroit où le projet peut être consulté. Dans le même délai, une commission scolaire transmet à chaque conseil d'établissement, une copie du projet de règlement; elle en transmet pareillement copie au comité de parents (voir article 393). Le présent article ne s'applique pas à un règlement relatif à la délégation de fonctions ou pouvoirs du conseil des commissaires. | 140 | Transmettre à chaque conseil d'établissement, de même qu'au comité de parents, une copie du projet de tout règlement ou du projet de demande au gouvernement de prendre un décret. | | ✓ | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| 393. | <p>Une commission scolaire ne peut adopter une résolution autorisant la présentation d'une demande au gouvernement de prendre un décret en application de la présente loi, à moins d'avoir donné un avis public d'au moins 30 jours indiquant son objet et la date prévue pour son adoption.</p> <p>Dans le même délai, une commission scolaire transmet à chaque conseil d'établissement, une copie du projet de résolution; elle en transmet pareillement copie au comité de parents.</p> | 141 | Donner un avis public d'au moins 30 jours avant d'adopter une résolution autorisant la présentation d'une demande au gouvernement de prendre un décret en application de la présente loi. | | ✓ | | | | | | | | | |
| 396. | <p>Tout règlement est enregistré dans un livre des règlements tenu au siège social de la commission scolaire.</p> <p>Chaque entrée de règlement dans le livre des règlements est signée par le président et le secrétaire général de la commission scolaire.</p> | 142 | Enregistrer dans le livre des règlements et politiques dont il assume la garde tout règlement et toute politique adoptés par le conseil des commissaires. | | ✓ | | | | | | | | | |
| 397. | Tout avis public est affiché dans chaque école et chaque centre de la commission scolaire et il est publié dans au moins un journal distribué sur le territoire de la commission scolaire. | 143 | S'assurer de l'affichage dans chaque école et centre, et publier tout avis selon les modalités prévues dans la loi. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 144 | | | | | | | | | | | | |
| | | 145 | Accepter le calendrier de conservation des documents de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | |
| | | 146 | Retenir les services de conseillers juridiques pour fins d'avis juridiques. | ✓ | ✓ | | | ✓ | | | | | | |
| | | 147 | Assurer la garde des archives et des documents (procès-verbaux, registres, livres, plans, cartes et autres documents produits) déposés et conservés au bureau de la commission scolaire. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 148 | Autoriser la destruction des documents lorsque leur durée de conservation est écoulée, conformément au calendrier de conservation des documents. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 149 | Signer les ententes qui émanent de l'application de la Loi sur l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels. | | ✓ | | | | | | | | | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|--|-----------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| | | 150 | Assurer la garde et l'usage exclusif du sceau de la commission scolaire. | ✓ | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 151 | Assumer la responsabilité administrative des communications et des relations publiques à la commission scolaire. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 152 | Assumer la préparation, la révision, l'enregistrement, la publication et la conservation des politiques, des règlements, des documents et des actes officiels de la commission scolaire, leur certification et leur authentification, le cas échéant. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 153 | Remettre les comptes impayés et passés dus, lorsque requis, à une agence de collection, au syndic ou à un avocat pour perception. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 154 | Percevoir tous les comptes à recevoir et les déposer dans le compte officiel de la commission scolaire. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 155 | Régler les réclamations d'assurance. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 156 | Autoriser et acheminer toute demande de subvention ou d'allocation aux ministères et organismes concernés. | ✓ | | | | | | | | | | |
| | | 157 | Authentifier les procès-verbaux, copies de résolutions ou d'autres documents du conseil d'établissement, d'une école ou d'un centre. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| | | 158 | Attribuer un fonds de caisse pour fins d'administration courante, à un responsable d'unité administrative. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 159 | S'assurer de l'application des normes relatives à l'implantation d'un service de garde. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 160 | Procéder à l'acquisition des droits d'auteur et des licences. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 161 | Fixer annuellement le tarif quotidien pour les services de surveillance le midi, ainsi que de cours de récupération, après consultation du conseil d'établissement. | | | | | | | | | | ✓ | |

| | TEXTE DE LA LOI | N° Dél. | TEXTE DE LA DELEGATION | DG | SG | DSE | DEA | DRH | DRF | DRM | DI | DUA | DE | DC |
|--|-----------------|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|----|-----|----|----|
| | | 162 | Fixer annuellement le tarif horaire, quotidien ou hebdomadaire, chargé aux parents pour le service de garde en milieu scolaire. | | | | | | | | | | ✓ | |
| | | 163 | Autoriser la signature de tous les documents faisant l'objet d'ententes avec Emploi-Québec. | | | | ✓ | | | | | | | |
| | | 164 | Vérifier la légalité des dossiers qui lui sont confiés par les différentes unités administratives. | | ✓ | | | | | | | | | |
| | | 165 | Coordonner le processus électoral au regard des membres : <ul style="list-style-type: none"> ♦ du conseil des commissaires et du comité exécutif; ♦ du comité de parents; ♦ des conseils d'établissement. | ✓ | | ✓ | | | | | | | ✓ | ✓ |
| | | 166 | Accepter les horaires relatifs au début et à la fin des cours dans les écoles et centres. | | | | | | | | | | ✓ | ✓ |
| | | 167 | Recevoir le rapport financier de l'école, du centre, du conseil d'établissement, du comité de parents et du comité consultatif des services aux élèves handicapés et en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, ou de tout autre projet majeur autorisé par le conseil des commissaires. | | | | | | ✓ | | | | | |
| | | 168 | S'assurer de la déclaration des clientèles jeunes et adultes, sur les formules et les modalités prescrites par le Ministère. | | | ✓ | ✓ | | | | | | | |
| | | 169 | S'assurer de l'application des politiques (incluant les normes de gestion) ou autres décisions de la commission scolaire. | ✓ | | | | | | | | | | |

**ANNEXE 4**

Fonctions et pouvoirs du **conseil des commissaires**

Il n'est pas nécessaire pour le conseil des commissaires de statuer spécifiquement sur les fonctions et pouvoirs qu'il se réserve puisque la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. i-13.3) prévoit que tous les pouvoirs lui appartiennent à l'exception de ceux que le législateur a spécifiquement attribués à d'autres instances ou, encore, à ceux que le conseil des commissaires aura décidé de déléguer (article 174).

Il semble utile cependant de dresser une liste, à titre indicatif, afin de faciliter la compréhension de ce règlement.

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9. | L'élève visé par une décision du conseil des commissaires, du comité exécutif, du conseil d'établissement ou du titulaire d'une fonction ou d'un emploi relevant de la commission scolaire ou les parents de cet élève peuvent demander au conseil des commissaires de réviser cette décision. | CC-01 | Réviser une décision visant un élève. |
| 11. | Il peut soumettre la demande à l'examen d'une personne qu'il désigne ou d'un comité qu'il institue; ceux-ci lui font rapport de leurs constatations accompagnées, s'ils l'estiment opportun, de leurs recommandations. Dans l'examen de la demande, les intéressés doivent avoir l'occasion de présenter leurs observations. | CC-02 | Disposer sans retard, d'une demande de révision d'une décision concernant un élève, en permettant aux intéressés de présenter leurs observations. |
| 25. | Le ministre peut dans une situation exceptionnelle, aux conditions et pour la durée qu'il détermine, autoriser une commission scolaire à engager pour dispenser le service de l'éducation préscolaire ou pour enseigner au primaire ou au secondaire des personnes qui ne sont pas titulaires d'une autorisation d'enseigner. <i>(voir article 259)</i> | CC-03 | Obtenir, dans une situation exceptionnelle, l'autorisation du ministre, à l'effet d'engager pour enseigner, des personnes qui ne sont pas titulaires d'une autorisation d'enseigner |
| 39. | L'acte d'établissement indique le nom, l'adresse, les locaux ou les immeubles mis à la disposition de l'école et l'ordre d'enseignement que celle-ci dispense. | CC-04 | Émettre un acte d'établissement pour chaque école. |
| 40. | La commission scolaire peut, après consultation du conseil d'établissement, ou à sa demande, modifier ou révoquer l'acte d'établissement d'une école compte tenu du plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles. <i>(Voir articles 211 et 212).</i> | CC-05 | Modifier ou révoquer l'acte d'établissement d'une école. |
| 43 | La commission scolaire détermine, après consultation de chaque groupe intéressé, le nombre de représentants des parents et des membres du personnel au conseil d'établissement. Le nombre total de postes pour les représentants des membres du personnel visés par <i>paragraphe 2 et 4 du 2^e alinéa de l'article 42</i> doit être égal au nombre de postes pour les représentants des parents. | CC-06 | Déterminer, après consultation de chaque groupe intéressé, le nombre de représentants des parents et des membres du personnel au conseil d'établissement d'une école. |
| 44. | Lorsque moins de 60 élèves sont inscrits dans l'école, la commission scolaire peut, après consultation des parents d'élèves fréquentant l'école et des membres du personnel de l'école, modifier les règles de composition du conseil d'établissement visées au <i>2^e alinéa de l'article 42</i> . Le nombre total de postes pour les représentants des membres du personnel doit toutefois être égal au total des postes pour les représentants des parents. | CC-07 | Modifier les règles de composition du conseil d'établissement visées à l'article 42 |
| 62. | Après trois (3) convocations consécutives à intervalles d'au moins sept (7) jours où une séance du conseil d'établissement ne peut être tenue faute de quorum, la commission scolaire peut ordonner que les fonctions et pouvoirs du conseil d'établissement soient suspendus pour la période qu'elle détermine et qu'ils soient exercés par le directeur de l'école <i>(voir article 108, s'applique à un centre)</i> . | CC-08 | Ordonner que les fonctions et pouvoirs du conseil d'établissement soient suspendus pour une période déterminée et qu'ils soient exercés par le directeur d'école ou de centre. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 73. | La commission scolaire assume la défense d'un membre du conseil d'établissement qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions. Dans le cas d'une poursuite pénale ou criminelle, la commission scolaire peut exiger du membre poursuivi le remboursement des dépenses engagées pour sa défense, sauf si ce dernier avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi, si la poursuite a été retirée ou rejetée ou s'il a été libéré ou acquitté. En outre, la commission scolaire peut exiger le remboursement des dépenses engagées pour la défense d'un membre qui a été reconnu responsable de dommages causés par un acte qu'il a accompli de mauvaise foi dans l'exercice de ses fonctions. | CC-09 | Exiger du membre du conseil d'établissement poursuivi, le remboursement des dépenses engagées pour sa défense. |
| 73. | (voir ci-haut) et 177.2 La commission scolaire assume la défense d'un membre du conseil d'établissement qui est poursuivi. | CC-10 | Assumer la défense d'un membre du conseil des commissaires ou du conseil d'établissement poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions. |
| 93. | ... Toute entente du conseil d'établissement pour l'utilisation des locaux ou immeubles mis à la disposition de l'école doit être préalablement autorisée par la commission scolaire si l'entente est faite pour plus d'un an... Et 110.4 les <i>articles 80 à 82 et 93 à 95</i> s'appliquent au conseil d'établissement du centre, compte tenu des adaptations nécessaires. | CC-11 | Autoriser toute entente de plus d'un an, conclue par le conseil d'établissement, quant à l'utilisation des locaux ou immeubles mis à la disposition d'une école ou d'un centre. |
| 95. | Le conseil d'établissement adopte le budget annuel de l'école proposé par le directeur de l'école, et le soumet à l'approbation de la commission scolaire. (Et 110.4 pour un centre.) – voir ci-haut | CC-12 | Approuver le budget annuel de l'école ou centre adopté par le conseil d'établissement. |
| 96.8 | Le directeur de l'école est nommé par la commission scolaire selon les critères de sélection qu'elle établit après consultation du conseil d'établissement. Et 110.5 Le directeur du centre est nommé par la commission scolaire selon les critères qu'elle établit après consultation du conseil d'établissement. | CC-13 | Nommer un directeur d'école ou de centre. |
| 96.9 | La commission scolaire peut nommer un ou plusieurs adjoints au directeur de l'école après consultation de celui-ci. Et 110.6 La commission scolaire peut nommer un ou plusieurs adjoints au directeur du centre après consultation de celui-ci. | CC-14 | Nommer un ou plusieurs adjoints au directeur d'école ou de centre. |
| 96.10 | Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. Le directeur adjoint ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire , exerce les fonctions et pouvoirs du directeur en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier | CC-15 | Désigner le directeur adjoint d'école qui exercera les fonctions et pouvoirs du directeur en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. |
| 96.14 | Le directeur de l'école, avec l'aide des parents d'un élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, du personnel qui dispense des services à cet élève et de l'élève lui-même, à moins qu'il en soit incapable, établit un plan d'intervention adapté aux besoins de l'élève. Ce plan doit respecter la politique de la commission scolaire sur l'organisation des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage et tenir compte de l'évaluation des capacités et des besoins de l'élève faite par la commission scolaire avant son classement et son inscription dans l'école. | CC-16 | Selon la politique sur l'organisation des services aux élèves EHDAA. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 96.15 | <p>Sur proposition des enseignants ou, dans le cas des propositions prévues au <i>paragraphe 5</i>, des membres du personnel concernés, le directeur de l'école :</p> <p>1° Approuve, conformément aux orientations déterminées par le conseil d'établissement, les programmes d'études locaux pour répondre aux besoins particuliers des élèves;</p> <p>2° Approuve les critères relatifs à l'implantation de nouvelles méthodes pédagogiques;</p> <p>3° Approuve, conformément à la présente loi et dans le cadre du budget de l'école, le choix des manuels scolaires et du matériel didactique requis pour l'enseignement des programmes d'études;</p> <p>4° Approuve les normes et modalités d'évaluation des apprentissages de l'élève, notamment les modalités de communication ayant pour but de renseigner ses parents sur son cheminement scolaire, en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique et sous réserve des épreuves que peut imposer le ministre ou la commission scolaire;</p> <p>5° Approuve les règles pour le classement des élèves et le passage d'un cycle à l'autre au primaire, sous réserve de celles qui sont prescrites par le régime pédagogique.</p> <p>...</p> <p>Et 110.12 Sur proposition des enseignants, le directeur du centre :</p> <p>3° Approuve les normes et modalités d'évaluation des apprentissages de l'élève en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique et sous réserve des épreuves que peut imposer le ministre ou la commission scolaire. ...</p> | CC-17 | Imposer des épreuves (examens), aux élèves des ordres d'enseignement primaire et secondaire ou aux élèves adultes. |
| 96.21 | Le directeur de l'école gère le personnel de l'école et détermine les tâches et responsabilités de chaque membre du personnel en respectant les dispositions des conventions collectives ou des règlements du ministre applicables et, le cas échéant, les ententes conclues par la commission scolaire avec les établissements d'enseignement de niveau universitaire pour la formation des futurs enseignants ou l'accompagnement des enseignants en début de carrière. ... | CC-18 | Conclure des ententes avec les établissements de niveau universitaire pour la formation des futurs enseignants ou l'accompagnement des enseignants en début de carrière. |
| 100. | Le centre est établi par la commission scolaire. L'acte d'établissement indique le nom, l'adresse et les locaux ou immeubles mis à la disposition du centre. L'acte indique en outre s'il s'agit d'un centre de formation professionnelle ou d'un centre d'éducation des adultes. | CC-19 | Émettre un acte d'établissement pour chaque centre de formation professionnelle et chaque centre d'éducation des adultes. |
| 101. | La commission scolaire peut, après consultation du conseil d'établissement, ou à sa demande, modifier l'acte d'établissement d'un centre compte tenu du plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles (Voir article 211). | CC-20 | Modifier ou révoquer l'acte d'établissement d'un centre. |
| 102. | Est institué, dans chaque centre, un conseil d'établissement. ... 3° Au moins deux personnes nommées par la commission scolaire et choisies après consultation des groupes socio-économiques et des groupes sociocommunautaires du territoire | CC-21 | Nommer pour chaque conseil d'établissement de centre, deux personnes représentant les groupes socio-économiques et groupes sociocommunautaires, après consultation du conseil d'établissement. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | principalement desservi par le centre; ... 5° Au moins deux personnes nommées par la commission scolaire et choisies au sein des entreprises de la région qui, dans le cas d'un centre de formation professionnelle, œuvrent dans des secteurs d'activités économiques correspondant à des spécialités professionnelles dispensées par le centre... | CC-22 | Nommer pour chaque conseil d'établissement de centre, deux personnes représentant les entreprises, après consultation du conseil d'établissement. |
| 103. | La commission scolaire détermine, après consultation de chaque groupe, le nombre de ses représentants au conseil d'établissement. Le nombre total de postes pour les représentants des membres du personnel ne doit pas être supérieur au nombre total de postes pour les représentants des autres groupes. | CC-23 | Déterminer, après consultation de chaque groupe, le nombre de représentants des élèves et des membres du personnel au conseil d'établissement d'un centre. |
| 110.5 | ... La commission scolaire peut désigner une personne pour occuper temporairement le poste de directeur du centre, en appliquant les dispositions des conventions collectives ou des règlements du ministre qui peuvent être applicables, le cas échéant. | CC-24 | Désigner une personne pour occuper temporairement le poste de directeur du centre. |
| 110.7 | Un directeur adjoint assiste le directeur dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. Le directeur adjoint, ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire , exerce les fonctions et pouvoirs du directeur en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. | CC-25 | Désigner le directeur adjoint de centre qui exercera les fonctions et pouvoirs du directeur de centre, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. |
| 114. | Le gouvernement peut, par décret, changer le nom de la commission scolaire qui en fait la demande. | CC-26 | Demander au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de changer le nom de la commission scolaire. |
| 115. | Le siège social d'une commission scolaire est situé à l'endroit de son territoire qu'elle détermine. | CC-27 | Déterminer le lieu du siège social de la commission scolaire, sur son territoire. |
| 116. | À la demande des commissions scolaires intéressées d'une même catégorie dont les territoires sont limitrophes ou d'une majorité des électeurs de ces commissions scolaires, le gouvernement peut, par décret, réunir leur territoire pour former une nouvelle commission scolaire ou étendre les limites du territoire de l'une de ces commissions scolaires en y annexant totalement le territoire de l'autre commission scolaire. | CC-28 | Demander l'unification, l'annexion à une commission scolaire limitrophe. |
| 117. | À la demande d'une commission scolaire ou de la majorité de ses électeurs domiciliés sur la partie de son territoire visée par la demande, le gouvernement peut, par décret, diviser le territoire de cette commission scolaire soit pour former un nouveau territoire soit pour annexer une partie de son territoire à celui d'une autre commission scolaire d'une même catégorie dont le territoire est limitrophe et qui y consent. ... | CC-29 | Demander la division, l'annexion avec une commission scolaire limitrophe. |
| 120. | Lorsque le territoire d'une commission scolaire est divisé par suite de la formation d'un nouveau territoire ou de l'annexion d'une partie de son territoire au territoire d'une autre commission scolaire, les commissions scolaires intéressées répartissent les droits et les obligations de la commission scolaire dont le territoire est divisé. | CC-30 | Répartir les droits et obligations avec la commission scolaire divisée ou annexée en partie. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 155. | <p>Le conseil des commissaires nomme, parmi ses membres, le président et le vice-président de la commission scolaire.</p> <p>Le président est le porte-parole officiel de la commission scolaire. À ce titre, il fait part publiquement de la position de la commission scolaire sur tout sujet qui la concerne notamment, lorsqu'il participe, au nom de la commission scolaire, aux divers organismes voués au développement local et régional.</p> <p>Le mandat du président et du vice-président expire en même temps que leur mandat en tant que commissaire, sauf destitution par le vote d'au moins les deux tiers des membres du conseil des commissaires ayant droit de vote.</p> | CC-31 | Nommer le président et le vice-président de la commission scolaire. |
| 156. | Jusqu'à la nomination du président, les séances du conseil des commissaires sont présidées par l'un des commissaires désigné à cette fin par le conseil des commissaires. | CC-32 | Nommer le président d'assemblée jusqu'à la nomination du président de la commission scolaire. |
| 162. | Le conseil des commissaires doit, par règlement, fixer le jour, l'heure et le lieu de ses séances ordinaires. Le conseil des commissaires doit tenir au moins quatre séances ordinaires par année scolaire. | CC-33 | Fixer, par règlement, le jour, l'heure et le lieu des séances ordinaires du conseil des commissaires. |
| 168. | <p>Seuls peuvent prendre part aux délibérations du conseil des commissaires, un commissaire, le directeur général de la commission scolaire et les personnes qui y sont autorisées par le conseil des commissaires. Cependant, une période doit être prévue, à chaque séance publique, pour permettre aux personnes présentes de poser des questions orales aux commissaires.</p> <p>Le conseil des commissaires établit les règles relatives au moment et à la durée de la période de questions ainsi que la procédure à suivre pour poser une question.</p> | CC-34 | Autoriser une personne autre que le commissaire et le directeur général à prendre part aux délibérations du conseil des commissaires. |
| 169. | <p>Le conseil des commissaires peut prévoir, dans les cas et aux conditions qu'il détermine par règlement, qu'un commissaire peut participer à une séance du conseil des commissaires à l'aide de moyens permettant aux personnes qui participent ou qui assistent à cette séance de communiquer immédiatement entre elles.</p> <p>La personne qui préside la séance ainsi que le directeur général doivent être physiquement présents au lieu fixé pour cette séance.</p> <p>Un commissaire qui participe à une séance à l'aide de tels moyens est réputé être présent à cette séance.</p> | CC-35 | Autoriser par règlement qu'un commissaire participe à une séance du conseil des commissaires à l'aide de moyens technologiques. |
| 170. | Le procès-verbal des délibérations du conseil des commissaires doit être consigné dans un registre appelé « <i>Livre des délibérations</i> ». Après avoir été lu et approuvé, au commencement de la séance suivante, il est signé par la personne qui préside et contresigné par le secrétaire général. Le conseil des commissaires peut par résolution dispenser le secrétaire général de lire le procès-verbal pourvu qu'une copie en ait été remise à chaque membre présent au moins six heures avant le début de la séance où il est approuvé. | CC-36 | Approuver le procès-verbal des délibérations du conseil des commissaires et dispenser, par résolution, le secrétaire général de la lecture du procès-verbal. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 172. | Le procès-verbal de chaque séance approuvé par le conseil des commissaires et signée par le président de la séance et le secrétaire général est authentique. Il en est de même des documents et des copies qui émanent de la commission scolaire, par le secrétaire général ou par une personne autorisée à le faire par règlement de la commission scolaire. Les renseignements contenus dans le registre des procès-verbaux ont un caractère public. | CC-37 | Autoriser par règlement, une autre personne que le président ou le secrétaire général, à authentifier les documents de la commission scolaire. |
| 174 | Le conseil des commissaires peut, par règlement, déléguer certaines de ses fonctions et de ses pouvoirs au directeur général, à un directeur général adjoint, à un directeur d'école, à un directeur de centre ou à un autre membre du personnel cadre. Les fonctions et pouvoirs ainsi délégués s'exercent sous la direction du directeur général. | CC-38 | Déléguer, s'il y a lieu, des fonctions et pouvoirs au directeur général et aux cadres. |
| 175 | Le conseil des commissaires peut déterminer la rémunération qui peut être versée à ses membres pour les services qu'ils rendent à la commission scolaire. Il peut aussi prévoir, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, le versement d'allocations aux membres pour les dépenses qu'ils doivent faire dans l'exercice de leurs fonctions. Cependant, le montant annuel maximal de la rémunération qui peut être versé à l'ensemble des membres du conseil des commissaires d'une commission scolaire est déterminé par le gouvernement lequel peut également déterminer la fraction de la rémunération qui leur est versée à titre de dédommagement d'une partie de leurs dépenses. | CC-39 | Déterminer la rémunération à être versée aux commissaires et prévoir le versement d'allocations aux membres pour les dépenses qu'ils doivent faire dans l'exercice de leurs fonctions. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 175.1 | <p>Le conseil des commissaires doit, par règlement, adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux commissaires.</p> <p>Le code porte sur les devoirs et obligations des commissaires et peut prévoir des normes adaptées aux différentes catégories de commissaires ou qui peuvent ne s'appliquer qu'à certaines catégories d'entre eux. Il doit entre autres :</p> <p>1° Traiter des mesures de prévention, notamment des règles relatives à la déclaration des intérêts détenus par les commissaires;</p> <p>2° Traiter de l'identification des situations de conflit d'intérêts;</p> <p>3° Régir ou interdire des pratiques reliées à la rémunération des commissaires;</p> <p>4° Traiter des devoirs et obligations des commissaires même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;</p> <p>5° Prévoir des mécanismes d'application dont la désignation des personnes chargées de l'application du code et la possibilité de sanctions.</p> <p>La personne chargée de déterminer s'il y a eu contravention au code et d'imposer une sanction ne peut être un membre du conseil des commissaires ni un employé de la commission scolaire.</p> <p>La commission scolaire doit rendre le code accessible au public et le publier dans son rapport annuel.</p> <p>Le rapport annuel doit en outre faire état du nombre de cas traités et de leur suivi, des manquements constatés au cours de l'année par les instances disciplinaires, de leur décision et des sanctions imposées par l'autorité compétente ainsi que du nom des commissaires déçus de leur charge par un tribunal au cours de l'année.</p> <p>Le présent article ne doit pas être interprété comme permettant de limiter la liberté d'expression inhérente à la fonction d'un commissaire.</p> | CC-40 | <p>Adopter par règlement, un code d'éthique et de déontologie applicable aux commissaires.</p> <p>Nommer une personne chargée de déterminer s'il y a eu contravention du règlement.</p> |
| 177.2 | <p>La commission scolaire assume la défense d'un membre du conseil des commissaires qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions. Dans le cas d'une poursuite pénale ou criminelle, la commission scolaire peut exiger du membre poursuivi le remboursement des dépenses engagées pour sa défense, sauf si ce dernier avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi, si la poursuite a été retirée ou rejetée ou s'il a été libéré ou acquitté. En outre, la commission scolaire peut exiger le remboursement des dépenses engagées pour la défense du membre qui a été reconnu responsable de dommages causés par un acte qu'il a accompli de mauvaise foi dans l'exercice de ses fonctions.</p> <p>Et</p> | CC-41 | <p>Pouvoir exiger le remboursement des dépenses engagées pour la défense d'un membre du conseil des commissaires, du comité de parents ou du comité EHDA, au regard des articles 177, 177.1 et 177.2.</p> |
| 196. | <p>Aucun membre d'un comité ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions. Les articles 177, 177.1 et 177.2 s'appliquent aux membres du comité de parents et aux membres du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, compte tenu des adaptations nécessaires.</p> | | |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 178. | La commission scolaire peut contracter une assurance responsabilité au bénéfice de ses employés. Les membres du conseil des commissaires, d'un conseil d'établissement et d'un comité de la commission scolaire, tant qu'ils demeurent en fonction, peuvent participer, aux mêmes conditions que celles applicables aux employés de la commission scolaire à l'assurance responsabilité contractée par la commission scolaire en vertu du présent article. | CC-42 | Contracter une assurance responsabilité. |
| 179. | Le conseil des commissaires institue un comité exécutif formé de cinq à sept de ses membres ayant le droit de vote, dont le président de la commission scolaire et de tout commissaire représentant du comité de parents. Le conseil des commissaires détermine la durée du mandat des membres du comité exécutif. Le poste d'un membre du comité exécutif ayant le droit de vote devient vacant dans les mêmes cas que ce qui est prévu pour les commissaires élus en application de la Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3). Il est alors comblé en suivant la procédure prévue pour sa désignation, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat. | CC-43 | Instituer un comité exécutif, nommer ses membres et déterminer la durée de leur mandat. |
| 181. | Le comité exécutif exerce les fonctions et pouvoirs que lui délègue, par règlement, le conseil des commissaires. | CC-44 | Déléguer, s'il y a lieu, des fonctions et pouvoirs au comité exécutif. |
| 183. | Pour l'application des <i>articles 96.25 et 110.13</i> , la commission scolaire doit instituer, sous la direction du directeur général, un comité consultatif de gestion au sein duquel siègent les directeurs d'écoles, les directeurs de centre de formation professionnelle, les directeurs de centre et des membres du personnel cadre de la commission scolaire. Les directeurs d'école et les directeurs de centre doivent être majoritaires à ce comité. | CC-45 | Instituer, pour l'application des <i>articles 96.25 et 110.13</i> , un comité consultatif de gestion. |
| 185. | La commission scolaire doit instituer un comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Ce comité est composé : 1° De parents de ces élèves, désignés par le comité de parents; 2° De représentants des enseignants, des membres du personnel professionnel non enseignant et des membres du personnel de soutien, désignés par les associations qui les représentent auprès de la commission scolaire et choisis parmi ceux qui dispensent des services à ces élèves; 3° De représentants des organismes qui dispensent des services à des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, désignés par le conseil des commissaires après consultations de ces organismes; 4° D'un directeur d'école désigné par le directeur général. Le directeur général ou son représentant participe aux séances du comité, mais il n'a pas le droit de vote. | CC-46 | Instituer un comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. |
| 186. | Le conseil des commissaires détermine le nombre de représentants de chaque groupe. Les représentants des parents doivent y être majoritaires. | CC-47 | Détermine le nombre de représentants de chaque groupe composant le comité prévu à l'article 185. |
| 188. | Chaque commission scolaire qui organise le transport des élèves doit instituer un comité consultatif de transport dont la composition, le fonctionnement et les fonctions doivent être conformes au règlement du gouvernement. | CC-48 | Instituer un comité consultatif du transport. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 192. | Le comité de parents a pour fonctions : 1° De promouvoir la participation des parents aux activités de la commission scolaire et de désigner à cette fin les parents qui participent aux divers comités formés par la commission scolaire; 2° De donner son avis sur tout sujet propre à assurer le meilleur fonctionnement possible de la commission scolaire; 3° De transmettre à la commission scolaire l'expression des besoins des parents identifiés par les représentants des écoles et par le représentant du comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage; 4° De donner son avis à la commission scolaire sur toute question qu'elle est tenue de lui soumettre. | CC-49 | Identifier les comités de la commission sur lesquels des représentants du comité de parents peuvent être appelés à siéger. |
| 198. | La commission scolaire nomme un directeur général et un directeur général adjoint. Elle peut, dans les cas prévus par les règlements du ministre pris en application de l'article 451, nommer plus d'un directeur général adjoint. | CC-50 | Nommer un directeur adjoint ou plus d'un. |
| 200 | La suspension ou le congédiement du directeur général de même que la résiliation de son mandat se fait par le vote d'au moins les deux tiers des membres du conseil des commissaires ayant le droit de vote. | CC-51 | Nommer, suspendre, congédier le directeur général, résilier ou renouveler son mandat. |
| 203. | Un directeur général adjoint assiste le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs. ... Le directeur général adjoint, ou celui des adjoints désigné par la commission scolaire, exerce les fonctions et pouvoirs du directeur général en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier... | CC-52 | En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général et du directeur général adjoint, en même temps, désigner une personne pour exercer les fonctions et pouvoirs du directeur général. |
| 211. | Chaque année, la commission scolaire, après consultation de toute municipalité ou communauté métropolitaine dont le territoire est entièrement ou partiellement compris dans le sien, établit un plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles. Le plan doit notamment indiquer, pour chaque école et pour chaque centre de formation professionnelle ou d'éducation des adultes, le nom, l'adresse et les locaux mis à sa disposition, l'ordre d'enseignement qui y est dispensé, sa destination autre que pédagogique, sa capacité d'accueil ainsi que les prévisions d'effectifs scolaires pour la durée du plan. Ce plan est transmis à chaque municipalité ou communauté métropolitaine consultée. | CC-53 | Accepter un plan triennal de répartition et de destination des immeubles. |
| 211 | Elle détermine ensuite, compte tenu de ce plan, la liste de ses écoles et, le cas échéant, de ses centres de formation professionnelle ou d'éducation des adultes et leur délivre un acte d'établissement. | CC-54 | Déterminer la liste des écoles et des centres et leur délivrer un acte d'établissement. |
| 211 | Lorsque plus d'un établissement d'enseignement est établi dans les mêmes locaux ou immeubles, la commission scolaire détermine la répartition des locaux ou immeubles ou de leur utilisation entre ces établissements d'enseignement. Dans le cas visé au 3 ^e alinéa, la commission scolaire peut, à la demande des conseils d'établissement concernés, instituer un comité de coordination formé de représentants des conseils d'établissement et déterminer la répartition des fonctions et pouvoirs entre les conseils d'établissement et le comité de coordination, ainsi que les règles d'administration et de fonctionnement du comité de coordination. | CC-55 | Déterminer la répartition des locaux ou immeubles ou de leur utilisation lorsque plus d'un établissement est établi dans les mêmes locaux ou immeubles. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 211 | La commission scolaire peut également nommer une même personne à la fonction de directeur de tous les établissements ainsi qu'un ou plusieurs adjoints pour chaque établissement. La commission scolaire détermine alors, après consultation des conseils d'établissement, la répartition des fonctions et pouvoirs entre le directeur et les directeurs adjoints. | CC-56A | Dans le cas où plus d'un établissement d'enseignement est établi dans les mêmes locaux ou immeubles, nommer une même personne à la fonction de directeur de tous les établissements ainsi qu'un ou plusieurs adjoints pour chaque établissement. |
| 211.1 | Sous réserve des orientations que peut établir le ministre, la commission scolaire adopte une politique relative à l'initiation des élèves à la démocratie scolaire prévoyant notamment une forme de représentation des élèves auprès du conseil des commissaires. | CC-56B | Adopter une politique relative à l'initiation des élèves à la démocratie scolaire. |
| 212. | Après consultation du comité de parents et sous réserve des orientations que peut établir le ministre, la commission scolaire adopte une politique de maintien ou de fermeture de ses écoles. | CC-57A | Adopter après consultation du comité de parents une politique de maintien ou de fermeture d'école. |
| 212.1 | Après consultation du comité de parents, la commission scolaire adopte une politique relative aux contributions financières qui peuvent être assumées pour les documents et les objets mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 7 ou qui peuvent être réclamées pour les services visés aux articles 256 et 292. Cette politique doit respecter les compétences du conseil d'établissement et favoriser l'accessibilité aux services éducatifs prévus par la présente loi et les régimes pédagogiques établis par le gouvernement. | CC-57B | Adopter après consultation du comité de parents une politique relative aux contributions financières. |
| 214. | Une commission scolaire peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation. ... | CC-58 | Conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation. |
| 215. | Avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, une commission scolaire peut conclure un contrat d'association avec un établissement d'enseignement régi par la Loi sur l'enseignement privé (<i>chapitre E-9.1</i>) | CC-59 | Conclure des contrats d'association avec une institution privée. |
| 215.1 | Avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, une commission scolaire peut conclure un contrat d'association avec un collège d'enseignement général et professionnel. ... | CC-60 | Conclure un contrat d'association avec un cégep permettant entre autres, de dispenser des programmes d'études collégiales. |
| 216. | Une commission scolaire doit, conformément aux règles budgétaires établies par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport exiger une contribution financière pour un élève qui n'est pas un résident du Québec au sens des règlements du gouvernement. Elle peut, sous réserve du montant maximal déterminé selon les règles budgétaires, exiger une contribution financière pour un résident du Québec inscrit aux services de formation professionnelle ou aux services éducatifs pour les adultes relativement aux services pour lesquels le droit à la gratuité prévue à l'article 3 ne s'applique pas. | CC-61 | Exiger une contribution financière pour un élève non-résident du Québec de même que pour un résident du Québec inscrit aux services. |
| 218. | La commission scolaire favorise la mise en œuvre, par le plan de réussite, du projet éducatif de chaque école et des orientations et des objectifs de chaque centre. | CC-62 | Favoriser la mise en œuvre, par le plan de réussite, du projet éducatif de l'école et des orientations et objectifs de chaque centre. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 218. 2 | Lorsqu'une école, un centre de formation professionnelle ou un centre d'éducation des adultes néglige ou refuse de se conformer à la loi ou à un règlement du gouvernement, du ministre ou de la commission scolaire, la commission scolaire met en demeure l'établissement de s'y conformer, à défaut par l'établissement de s'y conformer dans le délai déterminé par la commission scolaire, cette dernière prend les moyens appropriés pour assurer le respect de la loi et des règlements, notamment en substituant ses décisions à celles de l'établissement. | CC-63 | Mettre en demeure toute école ou tout centre de se conformer à la loi ou à un règlement du MELS, du gouvernement ou de la commission scolaire. |
| 223. | La commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, élaborer et offrir, en outre des spécialités professionnelles qu'elle est autorisée à organiser, des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession et pour lesquels elle peut délivrer une attestation de capacité. Le régime pédagogique ne s'applique pas à un programme d'études visé au 1 ^{er} alinéa. | CC-64 | Décider d'offrir, avec l'autorisation du ministre, des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession. |
| 228. | Abrogé. | CC-65 | Abrogé |
| 233. | La commission scolaire, après consultation du comité de parents, établit les règles pour le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire et celles pour le passage du premier au second cycle du secondaire, sous réserve de celles qui sont prescrites au régime pédagogique. | CC-66 | Après consultation du comité de parents établir les règles de passage d'un ordre d'enseignement primaire à celui du secondaire, ou du premier au second cycle du secondaire, sous réserve de celles prescrites au régime pédagogique. |
| 235. | La commission scolaire adopte, après consultation du comité consultatif des services éducatifs à l'élève handicapé ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, une politique relative à l'organisation des services éducatifs à ces élèves qui assure l'intégration harmonieuse dans une classe ou un groupe ordinaire et aux autres activités de l'école de chacun de ces élèves lorsque l'évaluation de ses capacités et de ses besoins démontre que cette intégration est de nature à faciliter ses apprentissages et son insertion sociale et qu'elle ne constitue pas une contrainte excessive ou ne porte pas atteinte de façon importante aux droits des autres élèves. Cette politique doit notamment prévoir : 1° Les modalités d'évaluation des élèves handicapés et des élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, lesquelles doivent prévoir la participation des parents de l'élève et de l'élève lui-même, à moins qu'il en soit incapable; 2° Les modalités d'intégration de ces élèves dans les classes ou groupes ordinaires et aux autres activités de l'école ainsi que les services d'appui à cette intégration et, s'il y a lieu, la pondération à faire pour déterminer le nombre maximal d'élèves par classe ou par groupe; 3° Les modalités de regroupement de ces élèves dans des écoles, des classes ou des groupes spécialisés; 4° Les modalités d'élaboration et d'évaluation des plans d'intervention destinés à ces élèves. Une école spécialisée visée au 3 ^e paragraphe du 2 ^e alinéa n'est pas une école visée par l'article 240. | CC-67 | Adopter une politique relative à l'organisation des services éducatifs EHDAA. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 236. | La commission scolaire détermine les services éducatifs qui sont dispensés par chaque école. Et | CC-68 | Déterminer les services éducatifs à dispenser par chaque école et par chaque centre. |
| 251. | La commission scolaire détermine les services éducatifs qui sont dispensés par chaque centre de formation professionnelle ou d'éducation des adultes. | | |
| 238. | La commission scolaire établit le calendrier scolaire des écoles en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique. Et | CC-69 | Accepter le calendrier scolaire des écoles et des centres, selon l'échéancier prévu aux conventions collectives. |
| 252. | La commission scolaire établit le calendrier scolaire des centres de formation professionnelle ou des centres d'éducation des adultes en tenant compte de ce qui est prévu au régime pédagogique. | | |
| 239. | La commission scolaire inscrit annuellement les élèves dans les écoles conformément au choix des parents de l'élève ou de l'élève majeur. Toutefois, si le nombre de demandes d'inscription dans une école excède la capacité d'accueil de l'école, l'inscription se fait selon les critères déterminés par la commission scolaire après consultation du comité de parents. Les critères d'inscription doivent donner la priorité aux élèves qui relèvent de la compétence de la commission scolaire et, dans la mesure du possible, aux élèves dont le lieu de résidence est le plus rapproché des locaux de l'école. Ils doivent être adoptés et mis en vigueur au moins quinze (15) jours avant le début de la période d'inscription des élèves; copie doit en être transmise dans le même délai à chaque conseil d'établissement. Les conditions ou critères d'admission à un projet particulier ne doivent pas servir de critères d'inscription des élèves dans une école; ils ne peuvent avoir pour effet d'exclure de l'école de son choix l'élève qui a le droit d'être inscrit dans cette école en application des critères visés au 1 ^{er} alinéa. | CC-70 | Déterminer les critères relatifs à l'inscription des élèves. |
| 240. | Exceptionnellement, à la demande d'un groupe de parents et après consultation du comité de parents, la commission scolaire peut, avec l'approbation du ministre, aux conditions et pour la période qu'il détermine, établir une école aux fins d'un projet particulier autre qu'un projet de nature religieuse. La commission scolaire peut déterminer les critères d'inscription des élèves dans cette école. | CC-71 | Après consultation du comité de parents déterminer les critères d'inscription à une école reconnue aux fins d'un projet particulier. |
| 242. | La commission scolaire peut, à la demande d'un directeur d'école, pour une cause juste et suffisante et après avoir donné à l'élève et à ses parents l'occasion d'être entendus, inscrire un élève dans une autre école ou l'expulser de ses écoles; dans ce dernier cas, elle le signale au directeur de la protection de la jeunesse. | CC-72 | Expulser ou renvoyer pour cause, un élève de ses écoles . |
| 256. | À la demande d'un conseil d'établissement, d'une école, la commission scolaire doit , selon les modalités d'organisation convenues avec le conseil d'établissement, assurer , dans les locaux attribués à l'école ou, lorsque l'école ne dispose pas de locaux adéquats, dans d'autres locaux, des services de garde pour les élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. | CC-73 | Pour l'application de l'article 256, procéder à l'engagement du personnel requis, selon la politique de dotation de personnel de la commission scolaire. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 257. | La commission scolaire peut organiser des services pour favoriser l'accessibilité aux services éducatifs, tels la restauration et l'hébergement. | CC-74 | Organiser des services pour favoriser l'accessibilité aux services éducatifs, tels la restauration et l'hébergement, autres que par les services de garde. |
| 259. | La commission scolaire est l'employeur du personnel qu'elle requiert pour son fonctionnement et celui de ses écoles, de ses centres de formation professionnelle et de ses centres d'éducation des adultes, à l'exception de celui requis pour les programmes de services complémentaires et particuliers qui relèvent de la compétence d'un ministre autre que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Elle nomme un secrétaire général qui exerce, outre les fonctions et pouvoirs prévus par la présente loi, et par le règlement du ministre adopté en vertu de l'article 451, ceux de secrétaire du conseil des commissaires et du comité exécutif ainsi que ceux que détermine la commission scolaire. Une même personne peut cumuler les fonctions de secrétaire général et celles de directeur général adjoint. | CC-75 | Nommer un secrétaire général. |
| | | CC-76 | Procéder à l'engagement des employés réguliers, selon la politique de dotation du personnel. |
| | | CC-77 | Procéder à l'engagement des employés cadres autres que réguliers, selon la politique de dotation du personnel de la commission scolaire. |
| | | CC-78 | Procéder aux mises en disponibilité d'employés. |
| | | CC-79 | Autoriser la signature des ententes relatives aux arrangements locaux et de toute autre entente locale ayant pour objet d'amender certaines des positions des ententes conclues au niveau national. |
| | | CC-80 | De procéder à la promotion d'un employé dans une autre catégorie d'emploi. |
| | | CC-81 | De procéder à la rétrogradation d'un employé dans une catégorie d'emploi. |
| | | CC-82 | Accepter les plans d'effectifs des employés de soutien et des professionnels. |
| | | CC-83 | Fixer la période obligatoire des vacances annuelles du personnel. |
| | | CC-84 | Autoriser les règlements de griefs et les règlements hors cour. |
| CC-85 | Désigner parmi le personnel, des représentantes ou représentants de la commission scolaire sur les différents comités ou auprès d'organismes. | | |
| 261.1 | La commission scolaire peut conclure une entente avec tout établissement d'enseignement de niveau universitaire sur la formation des futurs enseignants et l'accompagnement des stagiaires ou des enseignants en début de carrière. | CC-86 | Conclure une entente avec tout établissement d'enseignement de niveau universitaire, sur la formation des futurs enseignants et l'accompagnement des stagiaires ou des enseignants en début de carrière. |
| 262. | Abrogé. | CC-87 | Abrogé. |
| 263. | Abrogé. | CC-88 | Abrogé. |
| 264. | La commission scolaire qui organise des services éducatifs aux adultes nomme un responsable des services à l'éducation des adultes. | CC-89 | Nommer un responsable des services à l'éducation des adultes. |
| 265. | La commission scolaire nomme un responsable des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. | CC-90 | Nommer un responsable des services EHDAA. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 266. | <p>La commission scolaire a pour fonctions, dans le respect d'un accord intergouvernemental de libéralisation du commerce :</p> <p>1° D'acquérir ou de prendre en location les biens meubles et immeubles requis pour l'exercice de ses activités et de celles de ses établissements d'enseignement, y compris accepter gratuitement des biens;</p> <p>2° De construire, réparer ou entretenir ses meubles et ses biens ;</p> <p>3° De déterminer l'utilisation de ses biens et de les administrer, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des biens mis à leur disposition;</p> <p>4° De favoriser l'utilisation de ses immeubles par les organismes publics ou communautaires de son territoire ou de donner en location ses meubles et ses immeubles, sous réserve du droit de ses établissements d'enseignement à l'utilisation des locaux ou immeubles mis à leur disposition. Une commission scolaire peut être propriétaire ou locataire de locaux ou d'immeubles situés en dehors des limites de son territoire.</p> | CC-91 | Autoriser, dans le cadre du budget adopté ou ajusté par le conseil des commissaires, les contrats relatifs aux achats des biens et services pour un montant de 100 000 \$ et plus et ce, conformément à la politique d'acquisition de biens et de services de la commission scolaire. |
| | | CC-92 | Retenir les services de professionnels ou de consultants (architectes, ingénieurs ou autres) pour les travaux de construction, d'aménagement ou de rénovation autorisés par le conseil des commissaires pour un montant de 5 000 \$ et plus. |
| | | CC-93 | Accepter les modifications qui occasionnent une dépense supplémentaire, à un contrat de plus de 100 000\$ (Loi sur les contrats des organismes publics), qui excède de 10 % du montant initial du contrat. |
| 267. | <p>Une commission scolaire peut conclure une entente avec une autre commission scolaire, une institution d'enseignement, une municipalité ou un organisme communautaire de son territoire pour établir, maintenir ou améliorer en commun des bibliothèques publiques, des centres administratifs, sportifs, culturels ou récréatifs ou des terrains de jeux. La commission scolaire doit, lorsque l'entente prévoit la copropriété d'un immeuble ou lorsque la commission scolaire doit avoir recours à un crédit remboursable sur une période de plus d'un an pour acquitter les coûts de sa contribution, obtenir l'autorisation préalable du ministre.</p> <p>Elle peut en outre, avec l'autorisation du ministre et aux conditions qu'il détermine, conclure une entente avec une autre commission scolaire, un collège d'enseignement général et professionnel, un établissement d'enseignement privé régi par la Loi sur l'enseignement privé (<i>chapitre E-9.1</i>) ou une entreprise qui satisfait aux conditions déterminées par le ministre en application du règlement pris en vertu du <i>7e paragraphe de l'article 111</i> de cette loi et qui dispense un programme de formation professionnelle, un centre d'éducation des adultes ou un établissement d'enseignement collégial. Une telle entente peut prévoir la copropriété d'un immeuble attribué à cet établissement d'enseignement.</p> | CC-94 | Conclure une entente avec une autre commission scolaire, un cégep, un établissement d'enseignement privé ou une entreprise, pour établir, maintenir ou améliorer en commun une école, un centre de formation professionnelle, un centre d'éducation des adultes ou un établissement d'enseignement collégial. |
| | | CC-95 | Conclure une entente avec une autre commission scolaire, un établissement d'enseignement, une municipalité ou un organisme communautaire du territoire pour établir, maintenir ou améliorer en commun des bibliothèques publiques, des centres administratifs, sportifs, culturels ou récréatifs ou des terrains de jeux. |
| 270. | La commission scolaire peut faire assurer ses biens. | CC-96 | Faire assurer les biens de la commission scolaire. |
| 273. | Une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre, exproprier tout immeuble nécessaire à ses fins. Toutefois elle ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, exproprier un immeuble exempt de la taxe scolaire en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. (<i>chapitre F-2.1</i>) | CC-97 | Exproprier tout immeuble nécessaire aux fins de la commission scolaire. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 275. | <p>La commission scolaire répartit entre ses écoles, ses centres de formation professionnelle et ses centres d'éducation des adultes, de façon équitable, en tenant compte des inégalités sociales et économiques et des besoins exprimés par les établissements, les subventions de fonctionnement allouées par le ministre, y compris la subvention de péréquation le cas échéant, le produit de la taxe scolaire et les revenus de placement de tout ou partie de ce produit, déduction faite du montant que la commission scolaire détermine pour ses besoins et ceux des comités de la commission scolaire.</p> <p>La répartition doit prévoir les montants alloués au fonctionnement des conseils d'établissement.</p> <p>La commission scolaire doit rendre publics les objectifs et les principes de répartition des subventions, du produit de la taxe scolaire et des autres revenus entre ses établissements et les critères afférents à ces objectifs et principes, ainsi que les objectifs, les principes et les critères qui ont servi à déterminer le montant qu'elle retient pour ses besoins et ceux des comités de la commission scolaire.</p> | CC-98 | <p>Répartir entre les écoles, les centres de formation professionnelle et les centres d'éducation des adultes, les subventions de fonctionnement allouées par le ministre, y compris la subvention de péréquation le cas échéant, le produit de la taxe scolaire et les revenus de placement de tout ou partie de ce produit.</p> <p>Prévoir les montants alloués aux comités de la commission scolaire et aux conseils d'établissement.</p> |
| 276. | <p>La commission scolaire approuve le budget des écoles, des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes.</p> <p>Le budget d'un établissement est sans effet tant qu'il n'est pas approuvé par la commission scolaire. Toutefois, la commission scolaire peut autoriser un établissement, aux conditions qu'elle détermine, à engager des dépenses qui n'ont pas été approuvées.</p> | CC-99 | Approuver le budget des écoles, des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes. |
| 277. | <p>La commission scolaire doit adopter et transmettre au ministre, avant la date et dans la forme qu'il détermine, son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour l'année scolaire suivante.</p> <p>Le budget de la commission scolaire doit prévoir les ressources financières allouées aux comités de la commission scolaire et indiquer les ressources financières affectées aux services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.</p> <p>Les budgets des établissements d'enseignement de la commission scolaire constituent des crédits distincts dans le budget de cette dernière.</p> | CC-100 | Approuver le budget annuel de la commission scolaire. |
| 284. | <p>Pour chaque année financière, la commission scolaire nomme parmi les membres d'une corporation professionnelle de comptables mentionnée au Code des professions (<i>chapitre C-26</i>) un vérificateur externe qui produit un rapport de vérification sur les opérations financières de la commission scolaire.</p> <p>Le ministre peut préciser le mandat applicable à l'ensemble des vérificateurs des commissions scolaires.</p> | CC-101 | Nommer un vérificateur externe. |
| 286. | <p>Aussitôt que les opérations financières ont été vérifiées, le directeur général soumet l'état financier et le rapport du vérificateur externe au conseil des commissaires, à la première séance qui suit d'au moins quinze (15) jours la date de la réception de ce rapport.</p> <p>Le secrétaire général donne un avis public de la date, de l'heure et du lieu de cette séance au moins quinze (15) jours avant sa tenue.</p> | CC-102 | Accepter le rapport des vérificateurs externes quant aux états financiers. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 288. | <p>Malgré toute disposition législative inconciliable, toute commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre et selon les conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi.</p> <p>Cependant le ministre peut, pour une période qui ne peut excéder un an et pour un montant qu'il fixe, autoriser généralement une commission scolaire à effectuer des emprunts.</p> <p>À la demande du ministre, la commission scolaire doit, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles elle fait affaires, lui fournir toute information concernant sa situation financière.</p> | CC-103 | Emprunter par tout mode reconnu par la loi. |
| 291. | <p>Une commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre, organiser le transport de tout ou partie de ses élèves.</p> <p>Elle peut effectuer elle-même ce transport, avec l'autorisation du ministre, ou contracter à cette fin avec un transporteur.</p> | CC-104 | Contracter avec un transporteur scolaire. |
| 294. | <p>Une commission scolaire autorisée à organiser le transport de ses élèves peut conclure une entente pour organiser le transport de tout ou partie des élèves d'une autre commission scolaire, d'un établissement d'enseignement régi par la Loi sur l'enseignement privé (<i>chapitre E-9.1</i>), d'une institution dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale au sens de la Loi sur le ministère des Relations internationales (<i>chapitre M-25.1</i>) ou d'un collège d'enseignement général et professionnel.</p> | CC-105 | Conclure une entente pour organiser le transport de tout ou en partie des élèves d'une autre commission scolaire. |
| 297. | <p>La commission scolaire peut accorder un contrat de transport d'élèves après négociation de gré à gré ou après demande de soumissions publiques.</p> <p>En cas de demande de soumissions publiques, la commission scolaire doit retenir la plus basse soumission conforme. Toutefois, le ministre peut exceptionnellement autoriser la commission scolaire à accorder le contrat à un autre soumissionnaire conforme et assortir cette autorisation de conditions. La commission scolaire peut aussi rejeter toutes les soumissions et soit en demander de nouvelles, soit conclure, dans les cas prévus par règlement du gouvernement, un contrat après négociation de gré à gré.</p> <p>Le contrat de transport d'élèves est conclu conformément à ce qui est prévu par règlement du gouvernement et est constaté par écrit. La durée du contrat est déterminée conformément aux normes établies par règlement du gouvernement. La durée maximale ne peut toutefois, en l'absence de règlement excéder trois années scolaires.</p> | CC-106 | Accorder un contrat de transport d'élèves après négociation de gré à gré ou après demande de soumissions publiques. |
| 303. | <p>Une commission scolaire, autre que les commissions scolaires situées en tout ou en partie sur l'île de Montréal, peut imposer une taxe scolaire.</p> <p>Cette taxe est imposée sur tout immeuble imposable situé sur son territoire, sauf sur un immeuble qui peut être imposé exclusivement ou, s'il ne l'est pas entièrement, sur la partie de l'évaluation uniformisée d'un immeuble qui peut être imposé exclusivement par une autre commission scolaire qui a compétence sur le territoire où se trouve l'immeuble.</p> | CC-107 | Imposer une taxe scolaire. |

| L.I.P. - ARTICLES | | N° | POUVOIRS CONSERVES PAR LE CONSEIL DES COMMISSAIRES |
|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 312. | Le conseil des commissaires fixe le taux de la taxe scolaire lors de l'adoption du budget de la commission scolaire. | CC-108 | Fixer le taux de la taxe scolaire. |
| 316. | La taxe scolaire porte intérêt au taux que fixe la commission scolaire. Le dernier taux fixé s'applique à toute taxe impayée au moment où il est fixé, depuis l'exigibilité de cette taxe. Un compte de taxes doit faire clairement état du taux d'intérêt en vigueur au moment de son expédition et du fait qu'il peut être modifié sans préavis. | CC-109 | Fixer le taux d'intérêt relatif à la taxe scolaire. |
| 319. | La commission scolaire perçoit elle-même la taxe scolaire. Cependant, elle peut conclure une entente avec la municipalité qui a compétence en matière d'expédition de compte de taxes municipales sur le territoire ou une partie du territoire de la commission scolaire pour que cette municipalité perçoive, en son nom, cette taxe sur les immeubles situés sur leur territoire commun. Lorsqu'il y a entente, la municipalité perçoit, au nom de la commission scolaire, le montant de la taxe scolaire de la manière qu'elle juge appropriée et avec les mêmes droits et obligations que pour la perception de la taxe foncière municipale. | CC-110 | Conclure une entente avec la municipalité qui a compétence en matière d'expédition de compte de taxes municipales. |
| 346. | Le conseil des commissaires de la commission scolaire fixe la date de la tenue du référendum et en donne un avis public. | CC-111 | Fixer la date de la tenue d'un référendum. |
| | | CC-113 | Assurer la représentation de la commission scolaire, par la nomination de délégué(e)s à des organismes extérieurs : ♦ représentation à caractère administratif... |